



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent des ressources naturelles

RNNR • NUMÉRO 027 • 1^{re} SESSION • 41^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Thursday, February 16, 2012

Président

M. Leon Benoit

Comité permanent des ressources naturelles

Thursday, February 16, 2012

• (0850)

[Traduction]

The Vice-Chair (Mr. Claude Gravelle (Nickel Belt, NDP)): La séance est ouverte.

Bonjour et bienvenue au Comité des ressources naturelles. Comme le président semble être un peu en retard ce matin, nous allons commencer sans lui.

Nous allons entendre les témoins dans l'ordre où ils figurent sur l'avis de convocation. Nos premiers témoins sont les représentants de Noront Resources: Wes Hanson, président-directeur général et Olya Yousefi, gestionnaire, Communications d'entreprise. Je tiens à souhaiter la bienvenue à tous les témoins qui sont ici aujourd'hui.

Allez-y, monsieur Hanson.

M. Wes Hanson (président-directeur général, Noront Resources Ltd.): Merci, monsieur le président. C'est un plaisir d'être ici aujourd'hui pour parler du Cercle de feu avec le comité.

Je m'appelle Wes Hanson. Je suis le président-directeur général de Noront Resources. Je suis un géologue professionnel. J'exerce ce métier depuis 30 ans, surtout dans le nord du pays. Je crois qu'un bon nombre d'entre vous ont reçu, avant la réunion, un exemplaire d'un mémoire que Noront a préparé à l'avance. Ce mémoire décrit mes qualifications, l'histoire de Noront, l'histoire des découvertes dans le Cercle de feu et les plans futurs de Noront dans le Cercle de feu.

Il est certainement encourageant, pour Noront, de voir qu'on reconnaît l'importance de ces projets au niveau fédéral et le fait que le comité en discute est pour nous très encourageant et très prometteur.

À mon avis, le Cercle de feu représente sans doute une des plus grandes découvertes minières de l'histoire de l'humanité. Je ne le dis pas à la légère. J'ai l'expérience et les compétences voulues pour pouvoir porter ce jugement. J'ai voyagé et j'ai vu un grand nombre des grandes découvertes minières mondiales en Afrique du Sud et en Russie et dans d'autres régions du monde, y compris le camp Sudbury au Canada.

Les promesses et le potentiel de cette région sont exceptionnels. Il faudra beaucoup de travail, beaucoup d'investissements et beaucoup de coopération entre les divers niveaux de gouvernement, les premières nations et l'industrie pour exploiter pleinement ces possibilités extraordinaires, mais je pense que c'est un défi que nous pouvons tous relever ensemble. Noront s'est certainement engagée dans cette voie. Nous voulons travailler en collaboration avec tous les niveaux de gouvernement pour assurer une mise en valeur responsable de cette région. Nous pensons qu'à un moment donné, on y produira non seulement du nickel, mais aussi de la chromite et peut-être également du cuivre et du zinc ainsi que de l'or. Les possibilités sont illimitées. C'est une opportunité que tout le monde devrait prendre au sérieux.

Je sais que plusieurs personnes vont prendre la parole. La plupart des choses que j'ai à dire au sujet de Noront sont énoncées dans notre mémoire.

En quelques mots, Noront a fait, dans le Cercle de feu, la découverte qui a soulevé une vague de jalonnements — c'était la découverte d'un gisement de sulfure de nickel similaire aux gisements de Sudbury. Cette course aux jalonnements a entraîné la découverte de chromite dans le Cercle de feu. La chromite suscite beaucoup d'intérêt, au niveau du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial, en grande partie parce que ces découvertes de chromite dans le Cercle de feu se classeront un jour parmi les plus importantes au monde. Le marché de la chromite est serré. La majeure partie de la chromite mondiale est consommée actuellement en Asie et il sera donc difficile pour le Canada de l'expédier sur le marché à un prix concurrentiel, mais c'est certainement une chose que nous pourrions faire dans un avenir assez proche.

Voilà pour ma déclaration préliminaire. Merci.

Le président (M. Leon Benoit (Vegreville—Wainwright, PCC)): Merci beaucoup, monsieur Hanson. Nous apprécions votre concision. Bien entendu, nous vous poserons des questions plus tard.

C'est maintenant au tour de Kirk McKinnon, président-directeur général de MacDonald Mines Exploration Limited. Allez-y, s'il vous plaît, monsieur McKinnon.

M. Kirk McKinnon (président-directeur général, MacDonald Mines Exploration Ltd.): Merci. Je m'appelle Kirk McKinnon. Je suis le président-directeur général de MacDonald Mines.

J'étais en train de lire *The Globe and Mail*. L'article parlait des défis sans précédent de l'Ontario, mais je ne suis pas d'accord avec M. Drummond lorsqu'il dit que la croissance économique ne sauvera pas l'Ontario cette fois-ci. Nous pourrions peut-être commencer là.

Voici un bref historique de la baie James. Je partage l'opinion de Wes au sujet des possibilités qu'offre cette région. Deux des géologues les plus réputés, Jim Franklin et Larry Hulbert travaillent dans notre entreprise et ils parlent de la baie James comme d'un coffre à bijoux, mais je ne suis pas certain que l'on comprenne vraiment la situation.

Il faut deux choses pour produire un véritable changement. Il y a plus de 400 ans, la Compagnie de la Baie d'Hudson, présente dans la baie James et la baie d'Hudson, a dominé le monde. Je pense qu'elle possédait 10 p. 100 de la superficie terrestre et c'était grâce à la traite des fourrures et à l'énorme demande de fourrures. Nous voyons un exemple de ce genre aujourd'hui en Alberta où nous avons du pétrole qui fait l'objet d'une énorme demande.

À mon avis, la baie James offre des possibilités sans précédent. Il faut que le gouvernement le reconnaisse. J'ai une proposition à vous faire et elle est très simple. Si vous croyez que la baie James offre des possibilités sans pareil au Canada — et je vous exhorte à demander à vos fonctionnaires de vérifier — à mon avis, ces possibilités représenteraient pour l'Ontario un moteur de croissance économique sans précédent, d'autant plus que la province en a besoin. J'estime que nous perdons ces possibilités faute de les reconnaître. Vous voyez ici, à cette table, différentes personnes qui représentent des désirs différents et des directions différentes. Il n'y a pas de processus clair et concis à l'égard des relations avec les premières nations. Je ne suis pas toujours d'accord avec nos amis du Québec, mais je peux vous dire, en toute honnêteté, que le Québec a un système qui est, de loin, le meilleur au Canada et qui est reconnu comme tel dans le monde entier.

Examinez-le bien, car c'est un système grâce auquel le Québec a pris des dispositions nécessaires pour travailler de concert avec les premières nations et les communautés minières. Nous n'avons pas ce genre de possibilité. Si vous croyez que le Cercle de feu et les basses terres de la baie James offrent les débouchés dont je parle, le gouvernement doit faire preuve de leadership pour apporter la stabilité, une discipline et une direction.

Je peux vous dire que nous avons HudBay comme partenaire d'investissement et qu'elle hésite beaucoup à investir dans cette province — je ne devrais sans doute pas le dire — à cause des incertitudes. Les grandes sociétés n'aiment pas l'incertitude. Hudbay dépense plus de 1 milliard de dollars au Pérou malgré les problèmes qui existent là-bas, mais elle hésite à les dépenser au Canada.

Comme Wes l'a mentionné, Cliffs est prêt à investir 2 250 milliards de dollars. Elle s'apprête à le faire. De Beers a dépensé plus de 1 milliard de dollars pour la mine Victor dans la baie James et vous voyez donc qu'on investit. Nos scientifiques me disent que nous avons à peine effleuré la surface de ces gisements, alors pourquoi avons-nous des difficultés dans la baie James? Il y a deux raisons à cela: premièrement, le milieu humide pose des difficultés; deuxièmement, il y a les incertitudes.

Voici ma proposition. Quand le gouvernement a octroyé le contrat pour la construction de navires pour la marine — je pense que Saint John au Nouveau-Brunswick l'a obtenu et que Vancouver en a eu une petite partie — la situation a été assez similaire, selon moi, car il fallait aller de l'avant. On a dépensé de l'argent et je ne n'ai pas à vous expliquer les avantages que cela représentait pour ces régions.

Je voudrais que vous désigniez la baie James, les terres basses de la baie d'Hudson et les terres basses de la baie James comme zone spéciale méritant une attention particulière non pas pour me faire plaisir, mais en raison des possibilités que ce territoire représente. Nous pouvons les quantifier.

● (0855)

Si vous prenez les métaux que recèle la baie James — le cuivre, le zinc, le nickel, le chrome, le titane, le vanadium, l'or et le plomb — il n'y a jamais eu un tel trésor, nulle part au monde. À moins d'agir différemment, ce trésor va simplement rester là à attendre.

D'autre part, nous avons ici des paroles du premier ministre de l'Ontario qui m'attristent. Il a dit: « Nous n'avons peut-être pas de ressources naturelles... ». Je dois dire pour sa défense qu'il veut dire sans doute par rapport à l'Alberta. Nous avons la possibilité de réaliser quelque chose d'important dans la baie James et c'est pourquoi je vous demande de désigner cette région.

Que pouvez-vous faire? Vous pouvez doubler la possibilité d'investissement dans des actions accréditives et vous pouvez financer des études de faisabilité. Les mécanismes nécessaires sont en place. Nous ne demandons pas d'argent; nous vous demandons de stimuler l'investissement. Si vous le faites, le trésor et les métaux que recèle cette région vous rembourseront largement.

Merci.

Le président: Merci infiniment, monsieur McKinnon, pour cet exposé.

C'est maintenant au tour d'Ian A. Brodie-Brown, président-directeur général d'AurCrest Gold. Allez-y, s'il vous plaît, monsieur.

M. Ian Brodie-Brown (président-directeur général, AurCrest Gold Inc.): Merci.

Je voudrais remercier le comité de m'avoir invité à parler de cette question importante et remercier aussi mes collègues qui prennent la parole aujourd'hui.

Je vais faire suite à ce qu'a dit Kirk au sujet des tristes nouvelles d'hier concernant l'économie ontarienne. Je pense simplement à ce qu'Evan Solomon n'a cessé de répéter à CBC, hier soir, au sujet de la nécessité d'augmenter le nombre de loteries et de magasins de la LCBO. Ce que je veux dire au sujet des ressources c'est que j'en suis fier. Je pense que l'Ontario et le Canada doivent réexaminer ce qui fait marcher notre économie, qui nous sommes et ce qui nous a amenés ici. S'il faut choisir entre l'alcool et le jeu d'une part et la mise en valeur du Nord d'autre part... C'est une comparaison outrageante, mais c'est ce que nous voyons dans les médias.

Prêtons attention aux avantages qui sont les nôtres en tant que coupeurs de bois et porteurs d'eau. Quel mal y a-t-il à cela? En Ontario, nous pouvons mettre en valeur les ressources qui en dollars d'aujourd'hui valent des billions et des billions de dollars. Les gens citent des chiffres datant de l'époque où le nickel valait 1,65 \$ à 2,50 \$ ou l'or 250 \$, mais si vous appliquez les prix actuels, vous parlez de billions de dollars. Je vous invite à voir les choses dans cette optique.

Une question importante qui ne va pas se régler toute seule et qui se pose dans l'ensemble du monde est celle des premières nations. Cela figure dans le mémoire que je vous ai soumis. Je suis le cofondateur d'une entreprise de forage qui appartient en partie aux premières nations, CYR Drilling International. La première nation Lac Seul a participé au financement d'AurCrest. Elle y a investi un demi-million de dollars et siège à notre conseil d'administration. Ce facteur existera toujours et il faut en tenir compte.

Si vous prenez l'Australie, vous constaterez que son taux de chômage ne dépasse pas 4,5 p. 100 et qu'il y a une migration nette de la main-d'œuvre des villes vers l'intérieur. C'est entièrement grâce aux emplois dans le secteur des ressources et les Australiens en sont fiers. J'en suis fier.

Le Canada a un taux de chômage de 7,8 p. 100, mais nous avons des réserves autochtones où ce taux atteint 90 p. 100. Si l'on oriente le secteur des ressources dans la bonne voie, on réglera le problème. J'estime que ce problème a été négligé tant au niveau fédéral que provincial. On nous a laissé à nous, les hommes et les femmes d'affaires, les entrepreneurs, le soin de le résoudre.

Si nous n'avons aucune feuille de route... J'ai une entente différente avec Webequie. Il y a deux ans, il y a eu un blocus du Cercle de feu et nous avons été la seule entreprise autorisée à y forer, parce que nous avons une entente avec Webequie. J'ai lancé une entreprise de forage avec cette première nation. Elle siège, avec Lac Seul, à mon conseil d'administration, mais ce n'est pas tout le monde qui a un demi-million de dollars à investir dans une nouvelle société minière. Cette première nation a reçu un dédommagement de 27 millions de dollars pour la mauvaise gestion de ses droits de coupe il y a des années. J'ai été ensuite contacté par un autre groupe de Thunder Bay qui venait de recevoir 175 millions de dollars et qui demandait si nous pouvions lui conseiller comment dépenser cet argent.

Cela nous amène à une solution à laquelle il faudrait réfléchir beaucoup plus sérieusement pour trouver un moyen de permettre aux premières nations d'acquiescer des intérêts dans les entreprises, car elles ne doivent pas se contenter de jalonner, de déboiser ou de posséder un magasin. Tout le monde au Canada, que l'on soit ici depuis un mois, un an ou plusieurs générations... Je suis fier d'être Canadien et nous devons nous occuper de cette dernière question, car c'est là que se trouvent nos richesses. Nos richesses minérales se trouvent dans les territoires des premières nations. Ces dernières doivent participer.

Ce n'est plus quelque chose qu'on peut laisser évoluer naturellement. Nous devons résoudre le problème, faire une étude ou charger un comité d'examiner la possibilité d'un fonds qui aiderait les premières nations à investir dans des petites sociétés minières pour exploiter ces ressources. Les ressources sont là, mais comme l'a dit Kirk, les entreprises quittent le pays, et ce ne sont pas seulement les grandes sociétés. Je siège au conseil d'administration de Bold, qui possède d'importants intérêts dans le Cercle de feu. C'est sa seule propriété en Ontario; elle va aller au Québec et ensuite à l'étranger.

● (0900)

Pour que ces richesses prennent leur valeur, il faut que les gens comme nous dépensent. Je crois, Kirk, que vous avez dépensé près de 20 millions de dollars et je n'ai aucune idée de ce que Noront a dépensé. Nous avons investi près de 4 millions de dollars dans le Cercle de feu. Il faut investir une fortune, mais les premières nations doivent participer pour que ces gisements soient découverts et exploités.

Il s'agit avant tout — et j'ai hâte que vous me posiez des questions — de voir comment faire participer les premières nations à la mise en valeur d'une ressource dont nous devons parler un peu plus et être un peu plus fiers en tant que Canadiens. C'est une merveilleuse occasion de rassembler les premières nations et le reste des Canadiens. C'est l'occasion idéale.

Merci.

Le président: Merci, monsieur Brodie-Brown.

C'est au tour du chef Elijah Moonias, de la première nation Marten Falls. La parole est à vous, monsieur.

Le chef Elijah Moonias (Première nation Marten Falls): Merci de me permettre de parler pendant les quelques minutes à ma disposition. J'espère rendre justice, en si peu de temps, à la population que je représente.

Nous sommes situés sur la rivière Albany, à la jonction des rivières Ogoki et Albany. Nous sommes le troisième peuple à avoir signé le Traité 9, en 1905. Nous sommes situés à environ 150 kilomètres de Nakina et 150 kilomètres du Cercle de feu, qui est notre territoire. Les gisements Black Thor, Eagle's Nest et Big

Daddy sont d'importants gisements qui se trouvent dans notre territoire. Ils n'appartiennent pas aux Webequie, aux Lansdowne ou aux Matawa; ils sont à nous et pour les exploiter, vous devrez d'abord obtenir notre accord.

Il y a énormément d'exploration dans la région et l'exploitation de ces énormes gisements durera longtemps, pendant des années. L'industrie va s'enrichir. Le gouvernement recevra ses taxes. C'est ce qui se passe habituellement. Il est évident que c'est ce qui se passera.

Nous voulons toutefois parler de notre situation à Marten Falls. Vous devez vous fier à ceux qui vivent là-bas depuis Dieu sait combien de temps. Notre propre histoire est racontée dans les pétroglyphes. Ils décrivent une histoire vieille de 16 000 ans. Nous sommes dans la région depuis longtemps.

Qu'attendons-nous de ces projets de mise en valeur? Voilà la question. Vous avez entendu ce que Cliffs veut faire du gisement de chromite. Nous disons que ce ne sont pas seulement des grands trous dans le sol. On va creuser dans la tourbière, dans une zone humide spongieuse et non pas dans des hautes terres et des prairies comme à Kimberley en Afrique du Sud où se trouve la mine Big Hole. Ce sera par-dessus l'eau, sur une éponge.

D'après ce que nous avons compris, la société Cliffs veut construire une route ou un chemin de fer sur le corridor nord-sud pour rejoindre Nakina. L'électricité sera produite au moyen de mazout. L'utilisation du mazout pour produire de l'électricité n'est pas souhaitable et suscite des problèmes environnementaux.

Nous avons entendu l'exposé de Noront aujourd'hui. Elle compte exploiter un gisement de nickel et acheminer le minerai, sous forme de boue, par un pipeline souterrain qui traversera des milliers de lacs d'eau douce.

● (0905)

Elle veut construire une voie d'accès jusqu'à Webequie qui partira vers l'ouest, je suppose, jusqu'à Pickle Lake.

Nous disons qu'il est inexact d'appeler ces projets simplement des « mines ». On ne se contente pas d'enfoncer des outils dans le sol pour y prélever du minerai. Pour extraire le minerai du sol, il faudra de la main-d'oeuvre, de l'électricité, des installations de traitement et des centaines de kilomètres de routes construites sur notre territoire qui traverseront au moins trois grandes rivières, des centaines de ruisseaux, des forêts boréales vulnérables et des terres humides. Les promoteurs veulent aussi traverser deux parcs riverains.

D'après tout ce que nous avons entendu ici, nous savons que le gouvernement veut accélérer l'approbation de ces projets de mise en valeur et qu'il va probablement subventionner leur construction, mais je demande encore une fois, qu'en est-il de nous? Nous savons que ces projets de mise en valeur vont changer pour toujours notre communauté et notre mode de vie. Nous savons que ce qui se passera à l'endroit des mines risque de se répandre à des centaines de kilomètres par les rivières et les terres humides.

Nous savons que si ce n'est pas réalisé comme il faut et que si l'on ne prête pas suffisamment attention à l'environnement et aux besoins de notre peuple lorsque les décisions seront prises, ce sera le désastre ou la déception. C'est l'histoire de la mise en valeur des ressources dans le Nord et c'est une histoire qu'il faut changer.

Nous estimons nécessaire d'avoir un processus approfondi pour l'étude des projets et de participer aux décisions qui sont prises. Personne ne peut juger ou décider à notre place ce qui vaut le mieux pour nous. Nous sommes seuls à pouvoir le faire.

C'est pourquoi nous avons proposé un comité mixte d'examen. Nous avons déjà demandé que ce processus soit utilisé en mai 2011, mais les compagnies minières et le gouvernement fédéral ont décidé de recourir au processus d'étude approfondie. Cela ne fonctionnera pas pour notre peuple. Cette étude est faite entièrement sur papier, ne prévoit pas d'audiences et est menée par des consultants et des bureaucrates qui ne savent rien de notre communauté et n'ont aucun lien avec elle.

La plupart de nos aînés ne parlent pas l'anglais et pour un bon nombre d'entre nous, l'anglais n'est pas notre langue maternelle. Nous n'avons pas la capacité technique, dans notre communauté, de lire les rapports techniques ou d'énoncer nos préoccupations par écrit afin que les consultants et les bureaucrates puissent bien les comprendre.

Les promoteurs, Cliffs et Noront, ont eux-mêmes reconnu qu'il doit y avoir des audiences avec des interprètes pour que notre peuple participe pleinement à l'évaluation environnementale. Le Canada n'a pas changé de cap. Il nous a offert 28 200 \$ pour participer à l'étude Cliffs comme si un peu d'argent allait résoudre ces problèmes, mais comment pouvons-nous participer à un processus que nous savons défectueux, comme il se sait lui-même?

Il est insultant que le Canada ne nous offre qu'une minuscule partie de ce dont nous avons vraiment besoin pour examiner comme il faut les problèmes importants que ces projets de plusieurs milliards de dollars posent pour notre communauté.

C'est pourquoi nous avons demandé au ministre de l'Environnement que le Canada négocie une entente avec nous au sujet des conditions d'une évaluation environnementale menée par une commission mixte d'examen. Voilà pourquoi nous sommes aujourd'hui devant les tribunaux, pour arrêter ce que nous considérons comme un simulacre d'évaluation environnementale. Nous voulons un processus négocié auquel nous participerons pleinement pour établir les conditions de l'examen et concevoir un processus répondant à nos besoins. Nous voulons participer pleinement aux prises de décisions une fois cet examen terminé.

Nous avons un droit inhérent aux terres, aux eaux ainsi qu'aux animaux, aux poissons et aux oiseaux dont nous tirons notre subsistance. Nous n'avons pas renoncé à ces droits quand le traité a été signé. En fait, ils ont été affirmés.

• (0910)

Les commissaires ont négocié le traité et ils ont déclaré dans leurs propres rapports que lorsque les Indiens ont été assurés que leur mode de vie ne serait pas perturbé, ils ont signé. Cela figure dans le document du Traité 9. Nous devons savoir si notre mode de vie sera perturbé par les grands trous qu'on propose de creuser dans la tourbière, par les bassins de résidus, la boue, les routes d'accès, la génération d'électricité à partir de mazout et toutes les autres choses que représentent ces mines.

Le Canada a l'obligation constitutionnelle de répondre à cette question et de prendre des décisions conformément au traité et à nos droits qui sont protégés par la Constitution. Nous savons trop bien que si on laisse le ministre exercer son pouvoir discrétionnaire, cela peut entraîner un désastre. Il suffit de voir ce qui se passe maintenant en Alberta, l'empoisonnement de la rivière Athabaska par les dépôts de résidus des sables bitumineux et les conséquences pour les communautés autochtones de la région. Nous ne voulons pas que cette situation se répète chez nous.

Il est impossible de chiffrer les milliards et les milliards de dollars que les compagnies minières ont extraits du sol au Canada et ailleurs dans le monde pendant que les Autochtones continuent de souffrir

parce qu'ils ne tirent pas beaucoup d'avantages de ces activités. Les choses que vous tenez pour acquises — l'eau potable, les égouts, les maisons sans moisissure, les écoles qui éduquent au lieu d'assimiler, les bons emplois pour vos enfants dans vos propres collectivités — sont des choses qui ne sont pas encore à notre portée.

Allez-vous pratiquer l'impérialisme en prenant les richesses et en laissant les Autochtones nus pieds ou bénéficierons-nous du développement? Je pense à ce grand trou d'Afrique du Sud d'où Cecil Rhodes et les frères De Beers ont extrait trois tonnes de diamants et au Zimbabwe qui meurt du sida sans aucune installation médicale moderne pour combattre la maladie. C'est l'impérialisme dont je parle.

Si la mise en valeur des ressources a lieu, nous voulons savoir si elle ne va pas endommager nos terres, l'air, l'eau et la faune et nous nous opposons certainement à une mise en valeur qui nous appauvrirait. Rien ne dure éternellement et ces mines ne sont que passagères, même si elles durent pendant un siècle. Quand elles seront épuisées, nous aurons besoin que nos terres continuent de nous assurer le mode de vie qui a été le nôtre.

La mise en valeur doit se faire d'une façon que la première nation Marten Falls peut accepter et cela veut dire que c'est à nous de décider si elle aura lieu et comment elle se fera. Aux termes de notre traité, nous partageons avec le Canada la responsabilité de veiller à ce que la mise en valeur des ressources dans le Cercle de feu soit durable et qu'elle respecte l'environnement.

Ne vous y trompez pas: ou nous participerons aux prises de décisions concernant ces projets ou ces projets n'auront pas lieu.

• (0915)

Le président: Merci, chef Moonias.

C'est maintenant au tour des représentants de la Ville du Grand Sudbury, David Kilgour, conseiller et Ian Wood, directeur du Développement économique.

Bienvenue, messieurs. Présentez votre exposé comme vous l'avez prévu.

L'hon. David Kilgour (conseiller, Ville du Grand Sudbury): Je vous remercie infiniment, monsieur le président, ainsi que les membres du comité et les autres témoins.

Au nom de la mairesse du Grand Sudbury, Son Honneur Marianne Matichuk, des membres du Conseil municipal et des citoyens du Grand Sudbury, j'ai le plaisir d'aborder la question de l'exploitation minière et du développement des ressources dans le nord du pays, un sujet qui nous est familier depuis plus de 100 ans.

Le Grand Sudbury est assurément un centre d'expertise minière. Depuis 130 ans, des gisements d'une valeur totale de milliards de dollars de nickel, de cuivre, de platine, d'or et d'autres métaux ont été extraits, traités, fondus et affinés chez nous. Aujourd'hui, même après plus de 100 ans d'activité minière, on estime la valeur des réserves minérales à 40 milliards de dollars tandis que l'exploration soutenue permet d'en découvrir d'autres quotidiennement. Le Grand Sudbury est la plus vaste municipalité de l'Ontario. Dans ses limites territoriales, quelque 7 000 personnes travaillent directement à la production minière et au traitement du minerai, tandis qu'environ deux fois plus de gens oeuvrent dans le secteur de l'approvisionnement et des services miniers.

Aucune autre ville du monde n'a une telle activité minière au sein même d'un véritable environnement urbain. Notre collectivité est un exemple remarquable du chemin parcouru par l'industrie, d'hier à demain. Jusqu'aux années 1960, elle a connu la dévastation environnementale associée à des pratiques archaïques d'exploitation minière et de traitement du minerai. Les gens de Sudbury et de ses collectivités de Garson, Copper Cliff et Coniston ont respiré les vapeurs sulfureuses des lits de grillage et des fonderies, dans un paysage sans végétation et repoussant. Depuis 40 ans, nous avons réhabilité notre environnement, planté presque 10 millions d'arbres, neutralisé les sols acides et amélioré la qualité des eaux lacustres.

Nos partenaires de l'industrie minière ont joint leurs efforts aux nôtres pour y parvenir et ont modifié considérablement leurs processus et installations. Les émissions de soufre ont été réduites jusqu'à 90 p. 100, la quantité de poussière est contrôlée et le drainage de résidus est maintenant traité et maîtrisé. Ainsi, Sudbury est devenue une capitale régionale de 160 000 personnes où l'on trouve 330 lacs d'eau douce au coeur de la beauté naturelle du Nord de l'Ontario. Notre ville est verte et belle, mais elle demeure une géante de l'exploitation minière. En 2011, les activités minières ont permis d'y produire 106 000 tonnes de nickel, 164 000 tonnes de cuivre, plus de 3 000 tonnes de cobalt et au-delà de 73 000 onces de métaux précieux.

Comment notre municipalité peut-elle se rendre utile dans le cadre de l'examen des activités minières et du développement des ressources dans le nord du pays?

Nous croyons qu'en raison de son histoire et de son expérience, elle possède un point de vue unique et des enseignements utiles à de nouveaux développements comme le Cercle de feu, que le gouvernement fédéral doit jouer un rôle important à ce chapitre, et pour l'ensemble du secteur de l'exploitation minière et de traitement du minerai pendant des décennies. Le Canada n'a jamais autant eu besoin d'une stratégie minière nationale, soit un cadre stratégique tenant compte du fait que l'activité minière moderne est hautement technologique et axée sur la recherche, et qui positionne bien les régions du pays où les ressources abondent afin de maximiser les bénéfices provenant des richesses souterraines.

Aucun doute : le regroupement et l'expansion des compagnies minières internationales continueront d'avoir des répercussions sur le secteur des ressources. Il est important que les entreprises internationales puissent investir au Canada puisqu'elles ont accès à d'importants capitaux nécessaires au développement et à la mise en activité de projets de grande envergure tels que celui du Cercle de feu. Par ailleurs, le gouvernement fédéral doit veiller à ce que les ressources naturelles du pays soient exploitées de façon avantageuse pour la région et la province où elles se trouvent. Cet équilibre est difficile à atteindre, mais il est essentiel pour l'avenir à long terme du secteur des ressources.

D'ici 10 à 20 ans, le Canada aura une occasion historique de mettre en valeur les minéraux. La demande mondiale de produits de base permettra une expansion soutenue de notre secteur minier. Des découvertes se préparent d'ailleurs pour ce faire, de façon régulière. Le défi pour le gouvernement fédéral, c'est de mettre en place une réglementation protégeant l'intérêt légitime des Canadiens et favorisant le développement en temps opportun.

En ce moment, au Canada, les mines et entreprises minières ont un avantage technologique et politique par rapport aux régions émergentes. Nous devons maintenir cet élan en réagissant de façon dynamique afin de développer nos ressources localement.

● (0920)

Étant donné que les possibilités d'exploitation minière comme celle du Cercle de feu existent de plus en plus dans les régions éloignées du nord du pays, le gouvernement fédéral doit agir de façon proactive afin d'appuyer le perfectionnement de la main-d'oeuvre. Ces nouveaux projets feront directement appel à des milliers de travailleurs et à un plus grand nombre encore dans la chaîne d'approvisionnement. Les collectivités locales, particulièrement les premières nations, ont besoin d'un soutien actif et de programmes de renforcement des capacités afin de réaliser le potentiel associé à ces occasions. À l'échelon macroéconomique, les politiques fédérales devraient permettre aux travailleurs étrangers de participer à ce développement, au besoin, tout en veillant au perfectionnement dynamique d'une main-d'oeuvre locale avant de faire appel à des gens de l'extérieur du pays.

Le gouvernement fédéral peut également fournir un soutien en aidant les collectivités comme le Grand Sudbury et ses partenaires industriels à contrer les idées erronées associées à la mise en valeur des minéraux. Aujourd'hui, l'industrie minière canadienne a radicalement transformé ses pratiques du passé, elle est sensible à l'environnement et à l'écoute des collectivités où elle exploite les ressources naturelles. Elle offre d'excellentes possibilités d'emploi pour les travailleurs instruits et compétents, et elle créera d'importantes occasions de développement économique pour le nord du pays.

L'exploitation minière et le traitement du minerai font partie d'une industrie qui a appris des leçons du passé et s'est adaptée aux réalités actuelles. Nous devons le dire pour stimuler l'accroissement de main-d'oeuvre qui permettra de répondre aux besoins actuels et futurs de l'industrie canadienne. Nous devons également le dire pour susciter la volonté politique qu'il faut afin que les projets passent à l'étape de la production, dans des délais réduits.

Pour tirer pleinement profit des possibilités actuelles et émergentes, il faudra des investissements stratégiques dans les infrastructures. Le gouvernement fédéral doit y participer, en partenariat avec les gouvernements provinciaux et les administrations municipales, ainsi qu'avec le secteur privé. Ce nouveau développement des infrastructures devrait être stratégique pour accroître le développement économique et des collectivités, et non seulement permettre le développement des ressources. Le projet de prolongement de la promenade Maley, au Grand Sudbury, est un bel exemple du type d'infrastructure nécessaire. Autre exemple, le raccordement éventuel du corridor de transport du Cercle de feu aux collectivités de la baie James.

Votre examen portant sur l'avenir de l'exploitation minière du nord du pays doit se poursuivre en tenant compte des deux côtés de la médaille de l'exploitation minière, à savoir l'importance d'encourager les investissements et de mettre des projets en marche, de même que la nécessité d'une réglementation raisonnable et la maximisation des avantages pour les collectivités locales, les provinces et le pays tout entier.

Merci de votre présence et de votre attention.

● (0925)

Le président: Merci beaucoup, monsieur Kilgour.

Encore une fois, merci à tous. C'était une série d'exposés très divers et je pense que nous allons pouvoir en apprendre plus de cette façon.

Nous allons commencer par M. Allen, qui sera suivi de M. Gravelle, puis de M. McGuinty.

Allez-y, s'il vous plaît, monsieur Allen. Vous disposez de sept minutes.

M. Mike Allen (Tobique—Mactaquac, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie nos témoins de leur présence ici aujourd'hui.

Je voudrais commencer par M. Hanson, de Noront Resources.

J'ai lu, dans votre mémoire, que vous avez dépensé environ 150 millions de dollars dans le Cercle de feu pour des activités d'exploration et de mise en valeur, mais vous dites aussi que vous avez déposé une demande auprès de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale en mars dernier. Où en est cette démarche et quand pensez-vous pouvoir commencer la production?

M. Wes Hanson: Noront espère pouvoir commencer la production commerciale d'ici 2016. Nous avons déposé la description de notre projet auprès de l'ACEE et la première série d'observations du public a déjà été engagée. Nous nous attendons à ce que cette étape dure encore neuf à douze mois avant que le processus de l'ACEE ne soit terminé.

Nous devrions obtenir les derniers permis pour l'exploitation de la mine entre le deuxième et le troisième trimestre de 2013. Tel est l'échéancier que nous visons.

M. Mike Allen: Très bien.

Je crois que vous avez également signé une entente de partenariat avec la première nation Marten Falls. Quelles sont les principales modalités de cette entente de partenariat?

Le chef pourrait peut-être parler de cette entente. Prévoit-elle une expansion économique? Une formation est-elle prévue pour la communauté des premières nations? Que prévoit cette entente de partenariat?

J'aimerais également entendre le point de vue du chef à ce sujet. Si cette entente a été signée, qu'est-ce que son peuple en attend?

M. Wes Hanson: Nous avons une entente d'exploration historique avec la communauté de Marten Falls et nous avons essayé de la renouveler. Je crois que nous avons soumis une proposition de renouvellement de l'entente d'exploration au chef et au conseil en 2010.

En ce qui concerne toutes les communautés avec lesquelles nous traitons dans le Cercle de feu, nous croyons injuste de négocier une entente sur les répercussions et les avantages avant que l'étude de faisabilité ne soit terminée. Nous espérons que notre étude de faisabilité sera terminée en mars ou avril prochain. Quand ce sera fait, nous chercherons à négocier des ententes sur les répercussions et les avantages avec chacune des communautés touchées du Cercle de feu, comme celle de Marten Falls, de même que les communautés voisines comme Webequie, Nibinamik et Eabametoong ainsi que certaines des communautés qui seront traversées par la route d'accès que nous proposons de construire.

M. Mike Allen: Si vous avez déjà fait cela avant, quelles sont les principales modalités de ce genre d'entente?

M. Wes Hanson: La formation est absolument essentielle. Une des erreurs de l'industrie est sans doute que nous ne prenons pas la formation suffisamment au sérieux ou que nous ne nous en occupons pas assez tôt. Étant donné que Noront compte commencer la production d'ici 2016, ce qui correspond plus ou moins à ce que Cliffs propose de faire, cela nous donne quatre à cinq ans pour établir des programmes de formation.

Notre priorité serait de former des gens de métier comme des électriciens, des charpentiers et des plombiers. Ensuite, nous commencerions la formation de la main-d'oeuvre qualifiée qui travaillera sous terre, car ce sera une mine souterrain et non pas à ciel ouvert. Cela veut dire qu'il faut former des mineurs pour l'extraction du minerai et la conduite d'équipement lourd. En même temps, nous invitons toutes les communautés à poursuivre leur scolarité jusqu'à la 12^e année et à envisager de faire des études postsecondaires. Noront a établi un programme de bourses postsecondaires pour inciter les jeunes des communautés à aller à l'université et à commencer à étudier des sujets comme la géologie, l'ingénierie et les sciences de l'environnement.

Nous avons parrainé des camps Mining Matters dans les communautés de Marten Falls et Webequie où nous avons enseigné à des très jeunes enfants ce qu'est l'exploitation minière et l'exploration minière ainsi que les possibilités et les carrières que cela leur offrira pour l'avenir.

Cet effort doit commencer immédiatement.

● (0930)

M. Mike Allen: Le chef a mentionné qu'il y a aussi la question de la langue et que, dans certains cas, la connaissance de l'anglais pose un problème. Si cette formation peut être dispensée à votre communauté, chef, je voudrais savoir si vous y voyez un signe positif. Quelle serait, selon vous, la formation de base dont certains membres de votre communauté auraient besoin pour participer à ce projet?

Je suppose que vous souhaitez qu'ils y participent.

Le président: Allez-y, chef, s'il vous plaît.

Le chef Elijah Moonias: Pour ce qui est de savoir si nous avons des ententes avec Noront, nous avons eu une entente de dédommagement pour d'anciennes activités. Ces anciennes activités sont des forages qui ont eu lieu dans notre territoire. Ce n'est pas une entente sur les répercussions et les avantages; cela n'a rien à voir. C'est juste un dédommagement pour avoir creusé des trous dans le sol du territoire.

Cette entente de dédommagement que nous avons conclue avec Noront, Cliffs et d'autres — l'autre était Spider — ne veut pas dire que nous sommes d'accord avec ce qui se passe maintenant. Il s'agissait seulement d'ententes de dédommagement pour les problèmes environnementaux qu'ils avaient causés en perturbant notre territoire traditionnel.

Vous avez posé une question au sujet de la formation...

M. Mike Allen: Oui. Ma question portait sur la formation et la participation à des futurs projets de mise en valeur. Je suppose que vous voudriez que votre peuple y participe.

Le chef Elijah Moonias: La dernière chose que j'ai mentionnée dans ma déclaration c'est que nous avons maintenant un système qui nous maintient en vie. C'est la Loi sur les Indiens et le système de réserves. Je crois que ces systèmes archaïques finiront par disparaître. Je ne pense pas que votre peuple maintiendra le système colonial impérialiste existant. Même si Harper a dit que le Canada n'a pas d'histoire coloniale impérialiste, comment expliquez-vous alors le système de réserves de la Loi sur les Indiens? De quoi s'agit-il?

En supposant que...

M. Mike Allen: Cela se discute, mais je pense que mon temps est écoulé.

Le chef Elijah Moonias: C'est ce qu'il a déclaré à la télévision. Il a dit cela devant un auditoire international. Il a déclaré que le Canada n'avait pas de colonialisme, par de passé colonial et pas d'impérialisme. Comment expliquez-vous cela compte tenu des réserves et de la Loi sur les Indiens? Vous ne pouvez pas.

• (0935)

M. Mike Allen: Merci, chef.

Le chef Elijah Moonias: Je n'ai pas encore terminé. Je tiens à répondre à votre question. Vous avez demandé comment nous allions bénéficier de cette mise en valeur si elle avait lieu.

Comme je l'ai mentionné dans ma déclaration, nous ne voulons pas être enfermés dans le système existant, mais il nous garde en vie, vous savez. Si vous ne le supprimez pas comme vous devriez le faire, nous voulons revenir dans le pays qui nous a fait vivre pendant des siècles — Dieu sait depuis combien de temps. Nous ne voulons pas que ce territoire soit transformé en rivière de mercure et d'arsenic, ce que vous êtes en train de faire de la rivière Athabasca au moment où je vous parle.

Nous ne voulons pas de cet environnement en péril. Si nous devons retourner chez nous quand tout sera terminé, quand vous direz que vous avez mis fin à ce système pour les Indiens — c'est ainsi que vous appelez ces peuples autochtones, des « Indiens » — nous reprendrons possession de nos terres pour y vivre. Le traité nous garantit que nous pourrions y retourner.

M. Mike Allen: Merci.

Le chef Elijah Moonias: Par conséquent, si vous établissez une mine chez nous, nous voulons y participer et nous avons besoin d'une formation. Nous avons besoin d'éducation et de gens instruits. Il faut que l'école de la réserve fonctionne bien. Pour le moment, l'école de la réserve est un échec. À Marten Falls, notre 8^e année correspond à la 6^e année à Geraldton, dans le système provincial. Elle est très en arrière.

Le président: Merci, chef.

Merci, monsieur Allen, votre temps est écoulé.

Nous passons maintenant à M. Gravelle. Vous disposez de sept minutes, monsieur.

M. Claude Gravelle (Nickel Belt, NPD): Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'être venus.

Ma première question s'adresse à la Ville de Sudbury.

Vous dites dans votre mémoire que « le gouvernement fédéral doit veiller à ce que les ressources naturelles du pays soient exploitées de façon avantageuse pour la région et la province où elles se trouvent ». Pouvez-vous indiquer, dans les grandes lignes, quels sont les avantages économiques que le raffinage de cette ressource dans la province peut apporter à la collectivité locale?

L'hon. David Kilgour: Merci pour cette question.

Dans le nord de l'Ontario — je sais que ce n'est pas un problème fédéral pour le moment — nous nous battons pour des questions comme la représentation aux niveaux provincial et fédéral. Notre population diminue. Des ressources valant des milliards de dollars ont été extraites du nord de l'Ontario et vous pouvez imaginer les recettes fiscales que cela représente.

Nous devons maintenir et faire énormément de choses dans les régions où une bonne partie de ces ressources sont extraites pour prolonger et élargir la mise en valeur.

La Ville du Grand Sudbury est ici aujourd'hui non pas pour exercer des pressions en faveur de la raffinerie de Capreol — la ville d'où je viens, soit dit en passant — mais plutôt pour faire valoir que le nord de l'Ontario produit énormément de richesses pour l'ensemble du pays et la province de l'Ontario. Nous estimons qu'il serait équitable qu'une partie de cet argent nous revienne et serve à favoriser le développement et la croissance dans ces régions.

Nous savons qu'une décision commerciale sera prise en fonction de considérations commerciales, particulièrement en ce qui concerne l'endroit où la raffinerie sera établie, cela ne fait aucun doute. Nous comptons sur le fait que notre ville est un bon emplacement, mais je le répète, ce n'est pas pour cela que nous sommes ici.

J'ai suggéré une ou deux choses dans ma déclaration. L'une d'elles était de considérer le Cercle de feu non pas comme une entité en soi, mais une des voies de l'avenir pour tout le Canada. J'ai entendu dire que le potentiel de richesse de la région de la baie James est une fois et demie supérieure à celui de la région de Sudbury-Timmins ou peut-être deux fois plus important, et c'est énorme.

Si vous prenez cette région ainsi que celle d'Attawapiskat, Moosonee et la baie James et notre souveraineté dans le nord, au lieu de considérer cela simplement comme le Cercle de feu, vous devriez y voir un moyen de protéger la souveraineté du Canada dans le nord et peut-être de mettre en valeur d'autres ressources de ce secteur.

• (0940)

M. Claude Gravelle: Merci.

Ma question suivante s'adresse à M. Hanson.

J'ai ici un courriel trop long pour que je le lise entièrement et je vais donc simplement le résumer. L'année dernière, Sinopec, une société chinoise, a acheté une partie de la société pétrolière Syncrude, ce qui lui donne un droit de veto sur le raffinage du pétrole au Canada. Une société de Hong Kong, Baosteel Resources, a acheté 9,9 p. 100 de votre entreprise et a la possibilité d'en acquérir 19,9 p. 100. Pouvez-vous me dire si elle a un droit de veto sur le raffinage du minerai au Canada?

M. Wes Hanson: Non, absolument pas. L'investissement de Baosteel dans Noront était un investissement stratégique. Il nous a servi à financer l'achèvement de l'étude de faisabilité de notre gisement de sulfure de nickel et accroître nos ressources de chromite dans notre gisement de chromite Blackbird.

Environ 50 p. 100 de la chromite extraite dans le monde est consommée en Chine et à peu près 65 p. 100 du marché mondial se trouve en Asie. C'est vers ces pays que la chromite part actuellement. Dans 25 ans, ce sera vers l'Inde et 25 ans plus tard, ce sera probablement vers l'Afrique. Tel est le genre de tendance à la mondialisation que nous constatons et le Canada n'est qu'une des nombreuses sources d'approvisionnement du marché mondial des matières premières.

Si la Chine consomme la totalité de la chromite et une bonne partie du nickel, c'est simplement parce qu'elle est actuellement le plus grand fabricant mondial d'acier inoxydable. La Chine et l'Asie produisent probablement environ 70 p. 100 de l'acier inoxydable dans le monde contre environ 3 à 5 p. 100 pour l'Amérique du Nord et telle est donc la situation du marché.

M. Claude Gravelle: Où comptez-vous raffiner votre minerai?

M. Wes Hanson: Nous espérons que ce sera à Sudbury. Sudbury a une capacité de raffinage excédentaire pour notre minerai de nickel.

Noront a toujours eu pour principe de commencer à extraire d'abord le minerai de nickel, simplement parce que cela nous donne un meilleur rendement sur notre investissement étant donné que le nickel vaut beaucoup plus que la chromite. À l'avenir, s'il reste de la chromite et selon ce qui se passera du côté du projet Cliffs, Noront essaiera d'approvisionner le marché nord-américain en chromite, car cela conviendrait bien à une entreprise de la taille de Noront. Là encore, la chromite serait produite ici, au Canada, et expédiée dans toute l'Amérique du Nord.

M. Claude Gravelle: Comptez-vous utiliser la même raffinerie ou la même fonderie que Cliffs Resources?

M. Wes Hanson: Nous construirions probablement notre propre usine.

M. Claude Gravelle: Vous en construiriez une?

M. Wes Hanson: Si cette possibilité existe toujours, nous songerions sans doute à construire notre propre usine grâce aux liquidités que nous rapportera l'exploitation du nickel.

M. Claude Gravelle: Serait-elle située dans le nord de l'Ontario?

M. Wes Hanson: L'endroit le plus logique pour situer une fonderie est immédiatement au-dessus du gisement. Malheureusement, à cause de l'état du sol dans le Cercle de feu, ce ne sera pas possible. Comme l'a souligné le chef Moonias, ce serait comme essayer de construire sur une éponge.

C'est une des raisons pour lesquelles Noront vise une exploitation entièrement souterraine. Cela comprend l'entreposage des résidus et le transport de nos concentrés. Si c'est souterrain, cela limite nettement l'impact sur l'environnement.

M. Claude Gravelle: Vous venez de dire quelque chose qui a retenu mon attention. Vous allez entreposer vos résidus sous terre?

M. Wes Hanson: C'est exact.

M. Claude Gravelle: Est-ce pour que cela n'ait aucun effet sur l'environnement?

M. Wes Hanson: C'est exact. Ce sera entièrement recyclé sous terre et entreposé sous forme de remblai en pâte cimentée. Par conséquent, après avoir foré des trous dans le sous-sol pendant le processus d'extraction, nous replacerons nos résidus sous terre, dans ces trous.

M. Claude Gravelle: Merci.

Maintenant...

[Français]

Le président: Merci, monsieur Gravelle.

[Traduction]

Votre temps est écoulé.

M. Claude Gravelle: Mon temps est déjà écoulé?

Le président: Le temps passe vite quand on s'amuse. Vous le savez.

Monsieur McGuinty, vous disposez de sept minutes.

Allez-y, s'il vous plaît.

M. David McGuinty (Ottawa-Sud, Lib.): Merci, monsieur le président.

Au cours des témoignages de mardi, nous avons entendu le secteur privé et les représentants des premières nations nous faire part de points de vue très différents.

Aujourd'hui encore, monsieur Hanson, je vous entends dire: « Allons-y, nous allons de l'avant, nous sommes en troisième vitesse et nous faisons une demande d'évaluation environnementale ». Le chef Moonias nous dit, quant à lui, qu'il n'a pas conclu d'entente sur les répercussions et les avantages avec vous, qu'il a été dédommagé pour les trous qui ont été forés dans son territoire, mais que cela n'ira pas plus loin et que c'est devant les tribunaux, comme ont dit en français.

[Français]

qui dit vrai?

[Traduction]

Cela me rappelle l'époque où je formais de nouveaux officiers russes après la chute du mur, quand l'Union soviétique a dû négocier. Un dirigeant russe très brillant m'a dit: « Quand vous négociez avec une société minière qui est un investisseur étranger direct, si vous pensez que vous n'en obtiendrez rien de plus et que votre négociateur revient vous dire qu'il n'est pas possible d'obtenir plus, que faites-vous? » J'ai répondu à ce jeune dirigeant: « La règle d'or de la négociation exige que vous changiez de négociateurs et que vous repartiez à zéro ».

Dans le cas présent, les premières nations disent qu'elles ne bougeront pas sans une commission d'examen conjointe. M. Brodie-Brown a, je crois, déclaré à juste titre que nous devons porter ces ententes à un niveau supérieur, celui de la participation au capital.

Où en est-on? Que sommes-nous censés faire? M. McKinnon a fait des recommandations pratiques au sujet du rôle du gouvernement fédéral. Vous dites que cela va se faire, mais le chef dit que rien ne se fera tant que cette question ne sera pas réglée. Où en est-on vraiment?

Nous pourrions peut-être commencer par vous, monsieur Hanson.

● (0945)

M. Wes Hanson: Je comprends la confusion. Nous allons de l'avant — je veux parler de notre entreprise. C'est ce que nous devons faire pour survivre. Cela ne veut pas dire que nous allons piétiner les droits humains des peuples autochtones dans le Cercle de feu. Nous voulons négocier avec eux, mais je pense que ce désir doit être réciproque. Il faut qu'ils veuillent négocier avec nous. Cela a été extrêmement difficile.

Noront a eu beaucoup de succès en travaillant directement avec un certain nombre de communautés du Cercle de feu, y compris celle de Marten Falls. Nous espérons continuer à améliorer nos relations.

Il serait injuste de demander à Noront de négocier une entente sur les répercussions et les avantages avant que nous ne connaissions vraiment la véritable valeur du gisement que nous proposons d'exploiter. Nous le saurons en mars ou avril. Nous contacterons alors le chef et ses conseillers, et pas seulement ceux de Marten Falls, mais aussi des autres communautés du Cercle de feu. Nous irons voir directement ces communautés, et non pas une organisation centrale, et nous commencerons à négocier des ententes sur les répercussions et les avantages avec ces communautés en fonction de la valeur du gisement.

M. David McGuinty: Permettez-moi de vous poser une question. C'est celle que j'ai posée à Cliffs Natural Resources, mardi. Vos entreprises sont-elles prêtes à conclure des ententes de participation au capital social avec les premières nations?

M. Wes Hanson: Si vous voulez, je vais répondre en premier, ou...

M. David McGuinty: L'avez-vous fait avant? Avez-vous déjà conclu une entente de participation au capital social avec des premières nations dans une région quelconque du monde?

Le président: Allez-y, monsieur McKinnon.

M. Kirk McKinnon: La question s'adresse à moi?

M. David McGuinty: Elle s'adresse à vous deux, si vous le voulez bien.

Le président: Allez-y, monsieur McKinnon.

M. Kirk McKinnon: La réponse est non.

Monsieur McGuinty, je pense que nous mettons la charrue avec les boeufs ici. Nous distribuons des parts d'un gâteau que nous n'avons pas. Je me permets de souligner que le projet de la baie James n'aura pas lieu tant que Cliffs ne se lancera pas dans la partie — c'est la première condition — et ajouterais-je, tant qu'il n'y aura pas d'autres découvertes. La masse critique nécessaire pour réaliser le projet de la baie James n'est pas tout à fait atteinte. La possibilité...

M. David McGuinty: Monsieur McKinnon, si nous pouvions retourner un instant en arrière...

M. Kirk McKinnon: Oui.

M. David McGuinty: ... même si c'est mettre la charrue avant les boeufs, ce que nous disent les premières nations et leurs dirigeants, c'est que rien ne se fera...

M. Kirk McKinnon: Bien...

M. David McGuinty: ... tant qu'une entente officielle n'aura pas été conclue...

M. Kirk McKinnon: Je comprends cela.

• (0950)

M. David McGuinty: ... entre deux ou trois parties: le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial, les acteurs du secteur privé et les représentants des premières nations.

M. Kirk McKinnon: D'accord. Voici le problème. Le chef Moonias a ses propres problèmes et le nôtre est qu'il dit que la zone où les découvertes ont été faites appartient à Marten Falls; il affirme qu'elle n'appartient pas à Webequie ou aux autres. Si vous parlez aux gens de Webequie, ils disent que cela leur appartient en partie. Attawapiskat déclare la même chose alors qu'elle est nettement plus à l'est et Kasabonika, qui se trouve au nord-ouest, en dit autant.

Qui va arbitrer, David? Ce n'est pas nous.

Je ne suis pas tout à fait d'accord avec le lorsqu'il dit que les projets miniers ont été mal gérés dans le Nord. Je pense que la mine Victor a fait un très bon travail. Je dirais que celle de Lac de Gras aussi. Je pense qu'on dit à Sudbury que des dégâts ont été commis et que ces activités se sont améliorées avec le temps. Si le chef voulait bien dire ce dont il a vraiment besoin... Sa communauté a d'importants problèmes et les jeunes ne sont plus attachés à la région comme par le passé, mais on ne fait preuve d'aucun pragmatisme; on se contente de discussions. À moins d'un leadership...

M. David McGuinty: Qui...

M. Kirk McKinnon: ... de la part du gouvernement, car nous... Je vous ai dit que la meilleure forme ou le meilleur modèle d'entente... Vous n'avez qu'à voir ce que fait le Québec. Cela peut servir de modèle.

M. David McGuinty: Très bien, et nous avons...

M. Kirk McKinnon: Je sais que vous l'avez souvent entendu dire...

M. David McGuinty: Non, nous n'avons certainement pas entendu de témoignages à ce sujet. Non.

M. Kirk McKinnon: ... mais nous ne pouvons pas arbitrer la question pour chacune des différentes communautés. Je peux comprendre que le chef Moonias ait ses propres préoccupations, tout comme les autres, mais je me permets de souligner que nous avons beaucoup de difficulté à réunir des capitaux pour lancer ce genre d'entreprises. Si elles sont arrêtées à cause des problèmes des premières nations... Dites-nous simplement quelles sont les règles à suivre. Établissez ces règles, dites-nous ce qu'elles sont et nous les respecterons. Si vous pouvez faire cela...

M. David McGuinty: Monsieur McKinnon, ce que nous entendons dire, je pense, les dirigeants des premières nations — si j'ai bien compris — c'est qu'ils ne seront plus de simples participants. Ce que différents représentants des premières nations nous ont dit, je crois, c'est qu'ils ne veulent pas se contenter d'être consultés. Ils veulent être des partenaires. Ils veulent faire partie du processus d'examen.

M. Kirk McKinnon: Cela ne pose pas de problème. Dites-nous...

M. David McGuinty: Ils veulent une participation au capital.

M. Kirk McKinnon: ... quelles sont nos obligations. Je suis le président d'une entreprise qui a des actionnaires et dont les actions sont transigées en bourse. J'ai donc l'obligation de suivre les règles. Si je dois donner une partie de l'actif à la communauté parce que cela facilitera quelque chose... Combien dois-je donner et comment cela va-t-il fonctionner?

Quelqu'un doit dire quelles sont les règles. Une fois que nous comprendrons les règles et que nous aurons tous souscrit à ces règles quelles qu'elles soient, nous pourrions faire avancer les choses.

Je sais que nous manquons de temps, mais je voudrais seulement dire que si nous pouvons faciliter d'autres découvertes... Nous distribuons les parts d'un gâteau que nous n'avons pas. Trouvons-le d'abord. Je vous ai demandé de nous aider à le trouver. Si vous créez des grandes richesses dans le Nord, vous savez que l'argent résout tous les problèmes; il y en aura suffisamment pour tout le monde.

M. David McGuinty: Merci.

Le président: Merci beaucoup, monsieur McKinnon et monsieur McGuinty.

Nous allons maintenant passer à des tours de cinq minutes en commençant par M. Trost. Il sera suivi de M. Anderson, puis de M. Rafferty.

Allez-y, s'il vous plaît, monsieur Trost.

M. Brad Trost (Saskatoon—Humboldt, PCC): Merci, monsieur le président.

Comme on l'a indiqué, ce sont des tours de cinq minutes alors s'il vous plaît, essayez de répondre brièvement.

Ma première question s'adresse à la fois à M. Hanson et à M. McKinnon, dans l'ordre où ils voudront y répondre. C'est au sujet des leçons à tirer.

Monsieur McKinnon, vous avez mentionné le Québec. J'ai fait de l'exploration minière au Québec avant de me lancer en politique et j'ai donc une certaine expérience de ce dont vous parlez.

Monsieur Hanson, votre projet semble être celui qui est le plus avancé. Quelles leçons pouvez-vous tirer de chacune de ces deux expériences pour nous éclairer? Qu'est-ce qui a facilité le projet Noront en Ontario et quels principaux obstacles avez-vous rencontrés? Je ne parle pas des obstacles géologiques, bien entendu, mais des obstacles gouvernementaux.

Ensuite, monsieur McKinnon, vous pourriez peut-être répondre en fonction de votre expérience en Ontario et au Québec.

M. Kirk McKinnon: Je serai très bref. Nous avons des ententes de travail avec Kasabonika, Webeque et Summer Beaver. Nous n'avons aucune entente de travail avec la première nation de Marten Falls, car je ne sais pas exactement si elle pense que nous tombons dans son territoire. C'est peut-être le cas, mais peut-être que non.

Le problème est bien simple: dites-nous simplement quelles sont les règles à suivre. Il n'y a aucune règle. Chaque communauté a des désirs différents et négocie différemment, alors...

M. Brad Trost: Le manque de clarté est-il du côté du gouvernement provincial, du gouvernement fédéral ou...

M. Kirk McKinnon: Du côté de qui est chargé de rencontrer les Autochtones et de leur dire: « Très bien, voici ce qui se passera ».

Si cela signifie que les premières nations auront une participation au capital de nos sociétés et que telles sont les règles... J'ai d'autres entreprises qui opèrent à Madagascar. À un moment donné, nous allons peut-être devoir en céder une partie.

M. Brad Trost: C'est le principal problème. Vous avez mentionné le Québec. Qu'est-ce qui marche particulièrement bien au Québec?

M. Kirk McKinnon: Il y a des règles.

M. Wes Hanson: L'avantage, au Québec, vient surtout, je pense, de ce que le gouvernement provincial s'est chargé des consultations avec les communautés des premières nations dans le nord du Québec. Le processus a fait ses preuves. Il a commencé au moment des projets hydroélectrique de la baie James et il a évolué. Cela a commencé il y a 25 ou 35 ans.

C'est ce qui manque en Ontario. Pour le moment, Noront travaille avec chaque communauté et négocie avec chacune d'elles séparément, mais ce n'est pas efficace. C'est sans doute l'aspect le moins efficace de tout le processus.

M. Brad Trost: Vous êtes arrivés au terme de ce processus ou vous en êtes très près, alors qu'est-ce qui a bien fonctionné pour vous?

M. Wes Hanson: Vous devez simplement continuer. Vous ne pouvez pas...

M. Brad Trost: Vous avez suffisamment de capitaux. Le minéral est d'une telle qualité que cela l'emporte sur les obstacles bureaucratiques. Quelles ont été vos réussites? Vous avez déjà mis en lumière le principal problème.

● (0955)

M. Wes Hanson: Oui, il s'agit surtout de retourner voir les communautés même si on a refusé de nous rencontrer ou même si des réunions ont été retardées. Il faut simplement continuer à y retourner et à faire preuve de patience.

Je pense que nous faisons cela mieux que n'importe qui d'autre.

M. Brad Trost: Sans vouloir parler à votre place, vous diriez, tous les deux, que le principal obstacle a été du côté du gouvernement de l'Ontario.

M. Wes Hanson: C'est vrai dans une certaine mesure.

M. Brad Trost: Vous pouvez blâmer le gouvernement fédéral. Cela figure dans les témoignages, mais est-ce un jugement assez exact?

M. Kirk McKinnon: Je pense pas qu'il soit vraiment juste de blâmer le gouvernement provincial. Je dirais que c'est à la fois le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial. Ce dernier est peut-être l'exécutant, mais en même temps, certains pensent qu'en ce qui concerne les communautés autochtones...

Voici ce qui se passe. L'argent vient du gouvernement fédéral; les Autochtones manquent d'argent et s'adressent alors au gouvernement provincial. Ce dernier répond que l'argent doit venir du gouvernement fédéral et c'est donc à nous qu'on finit par s'adresser.

M. Brad Trost: Quelqu'un n'assume pas ses responsabilités.

M. Kirk McKinnon: Exactement.

M. Brad Trost: Chef Moonias, j'aimerais connaître votre opinion. Tout n'a pas été un échec. Il y a des bandes autochtones, en Saskatchewan, qui ont eu de bonnes relations avec les sociétés minières et des ententes qui ont bien fonctionné. Qu'est-ce que vous considérez comme un succès et quelle sorte de modèle voudriez-vous essayer d'imiter pour arriver à la prospérité dans votre région?

Vous avez dit qu'à votre avis l'exploitation des sables bitumineux dans le nord de l'Alberta n'a pas été un succès, mais il y a d'autres communautés autochtones un peu partout au Canada. Y en a-t-il une que vous considérez comme un exemple à suivre? Y en a-t-il une dont les objectifs sont ceux que vous aimeriez atteindre pour votre communauté et qui pourraient être bénéfiques pour Marten Falls et la population qui y réside?

Avez-vous examiné des exemples positifs et cherché à voir comment obtenir la même réussite?

Le président: Allez-y, chef.

Le chef Elijah Moonias: Quand j'ai parlé des sables bitumineux, c'était surtout à propos de la levée construite en bordure de la rivière qui a laissé s'écouler des poisons, de l'arsenic et du mercure, dans la rivière. C'est à quoi je faisais allusion. La levée n'a pas tenu; c'est ce dont je parlais.

Je sais aussi que dans le cas de l'Athabasca, il n'y a pas eu de consultations dans la région. Les Autochtones ont dû aller devant les tribunaux pour régler la question. Cela ne change rien au fait que de l'arsenic et du mercure ont contaminé la rivière. Il y a eu certaines lacunes là-bas. Que ce soit à cause du processus d'évaluation environnementale fédéral ou de l'accélération qui a eu lieu, je l'ignore, mais je suppose que c'est ce qui s'est passé.

M. Brad Trost: Qu'est-ce que vous considérez comme un succès?

Le président: Désolé, monsieur Trost; votre temps est écoulé.

Monsieur Anderson, allez-y, s'il vous plaît.

M. David Anderson (Cypress Hills—Grasslands, PCC): Merci, monsieur le président.

Je tiens à remercier les témoins d'être venus.

Je voudrais faire suite à cette question, car je la crois importante. Y a-t-il quelqu'un dont vous voudriez suivre l'exemple? J'ai posé cette question l'autre jour à M. Ferris que je suis heureux de revoir aujourd'hui. Où cherchez-vous des exemples de succès? En avez-vous ou commencez-vous seulement à rechercher de tels exemples?

Le chef Elijah Moonias: Je ne vais pas à Osoyoos, c'est certain.

M. David Anderson: Très bien. Où...

Le chef Elijah Moonias: J'ignore ce qui se passe là-bas. Ce qui s'y passe est bizarre. Si je voulais un bon exemple, je ne choisirais certainement pas Osoyoos.

M. David Anderson: Très bien. Puis-je vous poser une question que j'ai posée...

Le chef Elijah Moonias: Vous voulez savoir s'il y a eu des projets de mise en valeur autour ou à proximité d'une communauté autochtone qui ont eu un résultat satisfaisant. C'est, je crois, ce que vous demandez. Y a-t-il déjà eu un projet de ce genre? C'est ce que vous voulez savoir?

•(1000)

M. David Anderson: Je vais juste modifier ma question car je ne suis pas... Quelle est la taille de votre communauté? Combien de personnes représentez-vous et combien d'habitants y a-t-il dans la région? Généralement, ces chiffres peuvent varier. Combien de gens y a-t-il dans la région que vous représentez?

Le chef Elijah Moonias: Nous formons une toute petite communauté.

M. David Anderson: Très bien.

Le chef Elijah Moonias: On nous a toujours appelés la « toute petite communauté de Marten Falls » dans les journaux. Chaque fois que nous nous plaignons de quelque chose, on parle de la « toute petite communauté de Marten Falls » comme si nous n'avions pas voix au chapitre, n'est-ce pas?

M. David Anderson: Je viens aussi d'une toute petite communauté. Je me demande seulement quelle est l'importance de la vôtre.

Le chef Elijah Moonias: Nous avons sur notre liste 600 membres dont environ la moitié vivent dans la réserve.

M. David Anderson: Nous avons entendu dire l'autre jour qu'il y a plusieurs milliers de possibilités d'emploi. Je demanderai peut-être plus tard aux personnes qui sont ici combien d'emplois elles ont à offrir, mais accepteriez-vous d'avoir ces projets de mise en valeur dans votre région s'ils fournissaient de l'emploi à pratiquement chaque personne employable de votre communauté qui pourrait obtenir des possibilités d'éducation pour obtenir un emploi? Est-ce une chose que vous envisageriez en tant que chef?

Le chef Elijah Moonias: Oui. Comme je l'ai dit, cette expérience, l'expérience des réserves de la Loi sur les Indiens a échoué. L'histoire le démontre.

M. David Anderson: D'accord, mais il y a d'autres communautés...

Le chef Elijah Moonias: Maintenant...

M. David Anderson: ... qui ont surmonté cela. Vous n'aimez pas le chef Louie, mais il y a d'autres communautés comme celle du Conseil tribal de Meadow Lake, en Saskatchewan, qui ont très bien réussi à travailler avec les collectivités locales et les entreprises locales pour développer leurs ressources et leur activité économique dans l'intérêt de leur jeunesse. Les verriez-vous comme des exemples à suivre?

Le chef Elijah Moonias: Je ne comprends pas la question.

M. David Anderson: Très bien. Nous avons passé pas mal de temps à parler du développement dans le Nord. Nous entendons dire régulièrement que la difficulté vient de ce que les communautés sont isolées et n'ont pas les possibilités d'éducation qui existent dans les autres régions, mais nous avons aussi entendu parler d'une énorme demande de ressources humaines pour la génération montante. Je sais qu'en Saskatchewan le gouvernement et la communauté autochtone ont vraiment cherché à faire en sorte que la communauté autochtone puisse répondre pleinement à la demande future. Le leadership vient à la fois du gouvernement et de la communauté autochtone.

J'entends plus ou moins le même discours ici. Nous l'avons également entendu à l'occasion d'autres séances sur le développement du Nord. Nous entendons dire que nous avons besoin d'initiatives de ce genre un peu partout dans notre pays. Cela a fonctionné dans notre région, dans une certaine mesure; il y a encore beaucoup d'améliorations à apporter, mais je suis heureux d'entendre que les mêmes possibilités se présentent dans le nord de l'Ontario. J'espère que les gens auront la possibilité d'y participer et que leurs dirigeants exploiteront ces possibilités.

Le chef Elijah Moonias: Le mieux serait peut-être que j'illustre la réponse à votre question de la façon suivante. Pour faire une analogie, OPG est venue nous voir il y a environ cinq ans. Elle nous a dit qu'elle allait faire une étude de la rivière Albany en vue d'un projet de développement. Il y en a déjà eu un à Lake St. Joseph. Il y a un barrage. La rivière est détournée à l'ouest vers le réseau des rivières Wabigoon et English, vers le Manitoba jusqu'à la rivière Winnipeg.

Ils ont dit qu'ils voulaient venir à Cat River, à 40 milles de chez nous, ainsi qu'à Hat Island, plus bas, pour voir s'ils pouvaient exploiter ce potentiel. Nous avons dit: « Très bien, venez faire votre étude ».

Nos gens ont alors commencé à nous poser des questions. Ils nous ont demandé ce que nous faisons et si nous comptons travailler avec ces personnes à la construction d'un barrage.

OPG nous a offert de partager les revenus du système une fois qu'il serait en place. En principe, cela devait nous apporter des capitaux, le bien-être, de jolies maisons et des choses de ce genre, et peut-être même des emplois pour certaines personnes une fois que nous aurions donné notre accord.

Nous avons alors commencé à avoir des doutes. Valait-il la peine de le faire, de détruire davantage la rivière, d'empêcher les esturgeons de nager? Les esturgeons passent là depuis 300 millions d'années. Avons-nous le droit de faire cela, de déranger davantage la nature juste parce que nous voulons une vie confortable? Juste parce que nous voulons un emploi et une jolie maison, avons-nous le droit de le faire? En tant qu'Autochtones, pouvons-nous dire que nous avons le droit de le faire? Nous avons certains principes à suivre vis-à-vis de notre Mère la Terre.

La même question se pose pour ce projet de mise en valeur.

• (1005)

Le président: Merci, chef.

Merci, monsieur Anderson. Votre temps est épuisé.

Nous passons maintenant à M. Rafferty. Vous disposez de cinq minutes. Allez-y, s'il vous plaît.

M. John Rafferty (Thunder Bay—Rainy River, NPD): Merci beaucoup, monsieur le président. Je me réjouis d'être ici aujourd'hui. J'ai de nombreux membres de ma famille dans le domaine du génie minier. J'ai une fille qui travaille dans l'industrie minière en Colombie-Britannique et je réside dans le nord de l'Ontario. Je me réjouis donc de pouvoir être ici aujourd'hui.

Je vais commencer à ce bout-ci de la table et je verrai jusqu'où je peux aller en cinq minutes. N'hésitez pas à répondre brièvement si vous le désirez.

Monsieur Hanson, nous avons entendu parler de routes. Nous avons entendu parler de transport, de lignes électriques, etc., est-ouest et nord-sud. Puis-je vous demander pourquoi vous n'avez pas retenu la baie d'Hudson comme itinéraire viable pour l'expédition?

M. Wes Hanson: Selon notre analyse, la baie James n'était pas assez profonde pour recevoir des navires ayant un tirant d'eau suffisant pour que les frais d'expédition puissent diminuer énormément.

La situation de Noront est un peu différente de celle de Cliffs et de certaines des autres entreprises du Cercle de feu. Nous envisageons seulement d'expédier 150 000 tonnes de concentré par année. Nous pourrions le faire facilement en utilisant à la fois un pipeline pour le concentré et une route permanente.

M. John Rafferty: Vous avez mentionné Sudbury comme destination pour le traitement du minerai. Puis-je vous demander pourquoi vous n'envisagez pas Thunder Bay ou même Nakina comme site de traitement possible?

M. Wes Hanson: Nous envisagerions certainement ces régions si nous construisions notre propre fonderie de ferrochrome, mais la capacité de fonderie existe déjà à Sudbury pour le nickel que nous produisons et cela réduira donc notre empreinte écologique.

M. John Rafferty: Le prix de l'électricité en Ontario vous inquiète-t-il?

M. Wes Hanson: Oui, sur le plan personnel et professionnel.

Des voix: Oh, oh!

M. John Rafferty: Merci.

Monsieur McKinnon, comment comprenez-vous les droits issus de traités et les terres traditionnelles? Cela m'amènera à une autre question.

M. Kirk McKinnon: C'est un point de vue mitigé. C'est tout à fait respectable, mais le problème, je pense, est que les communautés sont à la croisée des chemins en ce qui concerne la façon dont les anciens considèrent leur terre et leur rapport avec la terre.

J'ai d'excellents amis à Kasabonika, Harry et Jodie Semples. Avant de commencer les forages, nous sommes allés sur le site et nous avons prononcé une prière en nous tenant par la main; c'était un moment très particulier. Je comprends le respect qu'ils ont pour la terre. C'est difficile pour le chef, car il y a beaucoup de factions et d'opinions différentes.

Le problème pour nous c'est la mise en valeur qu'il faut faire pour en tirer les avantages qui en découleront et que vous recherchez, je crois. Il ne faut pas bloquer cela, sans quoi rien ne se fera. J'en reviens à ma demande initiale...

M. John Rafferty: En fait, c'est la deuxième partie de ma question si vous me laissez la poser.

M. Kirk McKinnon: Je ne veux pas laisser tomber le sujet.

M. John Rafferty: Vous avez parlé d'urgence. Comment lanceriez-vous le projet avec les premières nations comme partenaires si vous pouviez le faire immédiatement? Vous avez formulé quelques bonnes suggestions.

M. Kirk McKinnon: Un des problèmes est que si elles doivent participer au capital social, il faut que le gouvernement le précise, ce qui nous permettra de retourner voir nos actionnaires et la bourse pour que ce soit validé.

J'ai une société d'exploration qui a fait de merveilleuses découvertes à Madagascar. À un moment donné, nous allons devoir leur donner une part du gâteau. Nous n'avons pas l'habitude de ce genre de situation, ou nous ne savons pas combien cela devrait être ou si ce devrait être étape par étape. C'est peut-être de nouveau une question de règles à établir.

Je ne rechigne pas à le faire. Si nous pouvons découvrir des gisements suffisamment importants — je parle seulement de la baie James — pour que les communautés autochtones obtiennent un montant d'argent suffisant pour la formation et ce genre de choses, elles vont progresser, mais il y aura une bagarre dans la communauté entre les aînés et la façon dont ils considèrent la terre et les jeunes qui veulent travailler. Ce n'est pas facile.

• (1010)

M. John Rafferty: Merci, monsieur McKinnon.

Je voulais m'adresser à M. Brodie-Brown, car il n'a pas participé à la discussion jusqu'ici. C'est au sujet de la formation. Il a été question de la formation mardi et nous en parlons encore aujourd'hui.

Nous avons entendu dire, au comité, que nous sommes déjà en retard sur le plan de la formation. Pendant des années, les chefs de tout le nord de l'Ontario nous ont dit qu'une des choses qui manquent c'est une formation professionnelle à long terme. Autrement dit, cela offrirait des possibilités si les membres de la bande pouvaient être mobiles et aller là où il y a du travail au lieu de travailler pendant un an et demi dans un emploi du secteur de la construction qui disparaît, après quoi tout le monde se retrouve en chômage. C'est certainement de ce côté-là que doit s'orienter la formation professionnelle.

Monsieur Brodie-Brown, que feriez-vous dans l'immédiat si vous en aviez la possibilité? Tout le monde dit que vous êtes déjà en retard; que feriez-vous dans l'immédiat pour faire avancer les choses sur le plan de la formation et de l'éducation?

M. Ian Brodie-Brown: Au sud de cette région, près de Rainy River, nous avons formé 20 foreurs des premières nations, en une année, pour le contrat Osisko qui était alors Brett Resources. Notre entreprise de forage appartient en partie à une première nation.

Lac Seul voudrait ouvrir une école de forage. Nous aimerions que des gens du Cercle de feu reçoivent une formation dans une école de forage des premières nations.

M. John Rafferty: Que pensez-vous de former des gens de métier, par exemple pour qu'ils deviennent électriciens ou plombiers afin qu'une fois le travail terminé, d'ici 10, 15 ou 20 ans, ils puissent aller travailler ailleurs et continuer à avoir un emploi?

M. Ian Brodie-Brown: Absolument. Les électriciens sont un peu en dehors de mes activités de formation professionnelle; nous avons un besoin immédiat de foreurs. Les électriciens sont là. Il y a de nombreux collègues où ils pourraient aller dans le Nord. Les emplois sont là.

Je voudrais revenir sur le problème réel et direct dont Kirk a parlé. Je négocie avec Webequie pour conclure une entente d'exploration. Celle que je suis sur le point de signer avec Lac Seul est différente. Lac Seul a investi un demi-million de dollars dans notre société publique; va-t-on considérer que nous la favorisons parce qu'elle nous a donné de l'argent?

J'ai une entente différente avec chacune des bandes avec qui je signe. Elles gardent ces ententes confidentielles. Nous ne savons pas si nous signons quelque chose de similaire ou qui obtient des conditions moins avantageuses. Nous affichons toutes nos ententes sur le site public SEDAR afin que tout le monde puisse en prendre connaissance.

Ce que nous essayons de faire comprendre, je pense, c'est qu'il faut une entente globale de négociation entre les sociétés minières et les premières nations. Nous reconnaissons qu'il faudra discuter de certaines choses sur le plan culturel et social, mais il faut une série de lignes directrices afin que les entreprises sachent à quoi s'en tenir, faute de quoi vous aurez une ligue d'environ 1 800 équipes qui joueront chaque partie selon des règles différentes. D'ici une dizaine d'années vous aurez, dans le Nord, une conflagration d'ententes signées par les différentes sociétés et différentes bandes. Chaque bande aura 12 accords différents avec 12 entreprises différentes. Ce n'est pas réglementé. La réglementation est provinciale dans notre cas, mais on laisse les entreprises négocier.

Voilà simplement mon opinion d'entrepreneur quant aux raisons pour lesquelles mes ententes sont différentes de celles des autres.

M. John Rafferty: Nous reste-t-il un moment?

Le président: Non, certainement pas, monsieur Rafferty.

Merci à tous les deux.

Monsieur Daniel, c'est à vous, pour cinq minutes.

M. Joe Daniel (Don Valley-Est, PCC): Monsieur Hanson, j'ai juste une brève question à vous poser. Combien d'emplois pensez-vous que vous allez créer dans le cadre de ce projet, dans le Cercle de feu?

M. Wes Hanson: Pour la mine de nickel, ce sera sans doute aux alentours de 200 à 300 et pendant la phase de construction, probablement le double.

M. Joe Daniel: Cela comprend tous les métiers?

M. Wes Hanson: Il y aura à la fois des gens de métier, de la main-d'oeuvre qualifiée et de la main-d'oeuvre non qualifiée. Il y aura 60 p. 100 de main-d'oeuvre non qualifiée, 20 p. 100 de main-d'oeuvre qualifiée et 20 p. 100 de main-d'oeuvre professionnelle.

•(1015)

M. Joe Daniel: Très bien. Je vais poser la même question à M. McKinnon.

M. Kirk McKinnon: Nous n'avons pas fait de découverte similaire. Je dirais que, rien que pour le forage, nous avons embauché des gens pour faire partie des équipes de forage. Nous les embauchons régulièrement pour travailler dans les camps et faire ce genre de travail. Cela fait partie de notre entente.

Je voudrais dire une chose. Si vous nous aidez à stimuler les découvertes et si nous obtenons la masse critique dont j'ai parlé, vous provoquerez ces activités dans une large mesure, car le potentiel de la région aura été quantifié.

M. Joe Daniel: Au début de votre discours, vous avez parlé d'un manque de reconnaissance. Pourriez-vous nous en dire un peu plus? De quelle reconnaissance parlez-vous?

M. Kirk McKinnon: Je ne vois pas exactement ce que vous voulez dire.

M. Joe Daniel: Tout à l'heure, vous avez parlé d'un certain nombre de choses, notamment d'un manque de reconnaissance, de l'absence de processus clair et de l'absence de système. Qu'est-ce qui n'est pas reconnu? Je n'ai pas compris. Il ne vaut sans doute pas la peine de s'y attarder.

Je vais vous poser la même question au sujet du nombre de travailleurs que vous pourriez engager.

M. Ian Brodie-Brown: Webequie étant propriétaire de l'entreprise de forage, les deux entreprises à ma gauche utilisent les services de Cyr Drilling et emploient des gens des premières nations de cette communauté.

Pour revenir à la question de l'électronique, j'aimerais lancer une entreprise qui assurerait la formation des Autochtones dans ce domaine technique. Je ne vais pas le faire, mais quelqu'un le fera. Nous nous associerons alors avec cette entreprise, car tous les emplois sont là. Ce sont des emplois très importants et bien rémunérés. Quant à ce que nos travailleurs pourront faire après, comme chacun sait, les foreurs canadiens travaillent dans le monde entier. Ils sont très recherchés. Notre expérience minière a toujours été recherchée. Nous travaillons partout.

Dans la situation dont nous parlons, en ce qui concerne l'emploi, il y en aura pour une communauté de 300 personnes. Il faut donner une formation et cela prend une génération, chef, pour que nous la menions jusqu'au bout. Pour les petites entreprises comme la nôtre, un des emplois dont bénéficie Lac Seul est celui de membre de mon conseil d'administration. La communauté a directement son mot à dire au sujet des questions autochtones. Je ne prétends pas que nos autres administrateurs sont des experts en la matière ou ont la moindre idée de ces questions.

M. Joe Daniel: Chef Moonias, ai-je bien compris que vous avez environ 600 personnes dont 300 vivent dans ce secteur?

Le chef Elijah Moonias: Oui, c'est environ la moitié de notre...

M. Joe Daniel: Ce groupe est-il en expansion ou en diminution, ou...? Votre groupe autochtone est-il en train de s'élargir?

Le chef Elijah Moonias: Il s'élargit.

M. Joe Daniel: Très bien. Vous avez entendu parler de ces merveilleux emplois que ces entreprises ont à offrir. Est-ce le genre d'emplois que les Autochtones comme ceux de votre groupe aimeraient avoir?

Le chef Elijah Moonias: Je pense qu'un jour nous aimerions que notre peuple gagne lui-même sa subsistance au lieu de compter sur le bureau d'aide sociale ou sur le gouvernement. C'est, je pense, ce que tout le monde désire...

M. Joe Daniel: Très bien. Et comment y arriveriez-vous?

Le chef Elijah Moonias: ... que vous soyez un Autochtone ou un Noir en Rhodésie, ou Zimbabwe ou ailleurs. Vous voulez assurer votre propre subsistance. C'est ce que nous voulons faire également.

M. Joe Daniel: C'est bien.

Le chef Elijah Moonias: Nous ne voulons pas finir comme les gens du Zimbabwe. Ils vivent dans des huttes de terre et leurs enfants marchent pieds nus maintenant que Cecil Rhodes a pris les diamants. Nous ne voulons certainement pas de cela.

M. Joe Daniel: Vous semblez souhaiter la mise en valeur de certaines de ces terres pour produire des emplois qui auront un effet positif sur votre communauté.

Le chef Elijah Moonias: Oui, mais nous ne voulons pas pour autant qu'on verse de l'arsenic dans la rivière Muketei ou Attawapiskat.

M. Joe Daniel: Je ne pense pas que qui que ce soit veuille le faire...

Le chef Elijah Moonias: Mais vous l'avez fait. Vous l'avez fait.

M. Joe Daniel: Des accidents peuvent arriver; oui, je suis d'accord.

Le chef Elijah Moonias: Vous l'avez fait dans l'Athabasca.

M. Joe Daniel: Je suis certain que ce n'était pas délibérément.

Le chef Elijah Moonias: Prouvez-nous que vous n'allez pas le faire dans ces rivières.

Le président: Merci, monsieur Daniel, votre temps est écoulé.

Monsieur Hyer, vous disposez de cinq minutes, s'il vous plaît.

M. Bruce Hyer (Thunder Bay—Superior-Nord, NPD): Merci beaucoup.

Tout d'abord, je suis désolé d'être arrivé 15 minutes en retard et d'avoir manqué certains de vos exposés, mais je les ai tous lus. Ils étaient intéressants et je pense les avoir compris.

Je voudrais commencer par faire une ou deux observations.

La première s'adresse au chef Moonias. Chef Moonias, je suis convaincu de ce que je vais vous dire: si les premières nations du nord de l'Ontario vont bien, nous allons tous bien et si vous n'allez pas bien, aucun de nous n'ira bien. Notre avenir est votre avenir. Nous sommes solidaires et nous devons assurer notre avenir ensemble.

Nous avons ici aujourd'hui un groupe de gens bien intentionnés. Je sens certaines frustrations, mais j'avoue que je me sens privilégié d'être ici aujourd'hui, car je suis enthousiasmé par ce potentiel qui est le nôtre si nous pouvons travailler ensemble pour l'exploiter de façon viable sur le plan environnemental, social et économique, avec vous... Votre peuple a été maltraité pendant plus d'un siècle. Un exemple dont on n'a pas parlé aujourd'hui est celui des écoles primaires et secondaires pour lesquelles le financement fédéral est d'environ 5 000 \$ par élève. Votre situation difficile exigerait plus d'argent, mais vous obtenez environ la moitié de la subvention de 11 000 \$ que l'Ontario accorde aux écoles non autochtones. Les difficultés sont donc énormes. Chef, je m'engage personnellement à faire ce que je peux pour vous aider.

Je voudrais adresser un compliment à Noront. Je ne vous connaissais pas encore, monsieur Hanson, mais j'avais rencontré certains membres de votre personnel. Je me suis rendu en avion dans le Cercle de feu pour visiter votre camp d'exploration. Il était bien géré. C'était un véritable chef de file sur le plan environnemental. J'ai été frappé par le perfectionnement de vos contrôles environnementaux, les technologies qui pourraient être transférées ailleurs pour travailler dans des régions septentrionales. De toute évidence, vous avez réussi à engager des employés des premières nations; j'en ai rencontré un certain nombre dans votre camp. Ils étaient productifs et heureux de pouvoir nourrir leur famille, d'acquérir des compétences et ils étaient bien traités. J'ai été impressionné par l'attitude ouverte, professionnelle et progressiste de votre entreprise qui se trouve confirmée dans votre excellent mémoire d'aujourd'hui, alors félicitations.

M. Wes Hanson: Merci.

M. Bruce Hyer: J'ai une question précise et elle est importante. Pourriez-vous répondre brièvement, car j'ai pris beaucoup de temps? Quelles solutions avons-nous pour remplacer les génératrices au diesel à court, moyen et long terme? J'ai eu l'impression, depuis le départ, que les relations avec les premières nations étaient le principal obstacle, mais il est évident que l'autre obstacle de taille est le coût et la disponibilité d'une énergie électrique abordable et adéquate dans le nord-ouest de l'Ontario. Avez-vous des idées en ce qui concerne le court terme, le moyen terme et le long terme?

• (1020)

M. Wes Hanson: Nous avons un tas d'idées. En deux mots, nous allons séparer la mine des installations de traitement du ferrochrome. Pour la mine comme telle, nous avons besoin d'environ 20 mégawatts, ce que nous pouvons facilement produire avec des génératrices diesel en y ajoutant probablement des cellules photovoltaïques ou quelque chose de ce genre.

Une des raisons pour lesquelles Noront a proposé le corridor est-ouest de Pickle Lake à Webequie est qu'Ontario Power Generation a proposé ce même parcours pour amener l'électricité jusqu'aux communautés des premières nations situées le long de ce même corridor. Par conséquent, nous suivons la voie déjà proposée par d'autres experts, ce qui n'est jamais une mauvaise chose.

En ce qui concerne les besoins d'électricité à long terme pour l'usine de ferrochrome, selon sa grosseur, ce sera de l'ordre de 200 mégawatts à 400 mégawatts. Pour le moment, selon à qui vous parlez, cette quantité d'électricité n'est pas disponible dans le nord-ouest de l'Ontario. Le seul endroit où elle est disponible est la région de Sudbury, mais en 2020 ou 2022, la période où nous envisageons la production de ferrochrome, si cette possibilité existe toujours pour Noront et ses actionnaires, il y aura peut-être suffisamment d'électricité disponible dans le nord-ouest de l'Ontario pour que nous puissions nous en servir au profit de la population du nord-ouest.

M. Bruce Hyer: Très bien.

J'ai une question à poser à M. Hanson et aussi à M. Brodie-Brown.

Quelle est, à votre avis, la meilleure façon de faire une évaluation environnementale adéquate, qui n'arrêtera pas le développement, mais qui sera vraiment efficace? J'ai déjà gagné ma vie en lisant et en rédigeant des évaluations environnementales. J'ai constaté que, souvent, ce sont simplement de bons plans d'affaires très complets. Ils améliorent les choses pour tout le monde et s'ils sont bien faits, il vaut la peine d'investir de l'argent, du temps et de l'énergie. Avez-vous des idées pour faire avancer ce processus efficacement?

M. Wes Hanson: Certainement. Il faut faire participer les Premières nations. Il faut faire appel aux connaissances traditionnelles des Premières nations qui habitent les terres où nous allons travailler. Cela dit, l'entreprise doit être menée par des spécialistes; des spécialistes en environnement, par exemple. Je comprends les préoccupations du chef Moonias au sujet de la rivière Athabasca. Après tout, nous l'avons bien vu avec le réacteur nucléaire au Japon: il y a toujours un risque d'accident. Peu importe le degré de sophistication de l'ingénierie, il y a toujours un risque que quelque chose tourne mal, que survienne un événement imprévu ou inattendu. En tant qu'ingénieurs et que professionnels, nous tentons de concevoir les choses de la meilleure façon qui soit et à partir des meilleures connaissances qui soient à notre portée.

L'industrie minière, probablement plus que toute autre industrie que je connaisse, est profondément stigmatisée par les erreurs commises par nos précurseurs et par ce qui s'est produit à Sudbury. Tout le monde parle de Sudbury; pas à cause de la richesse qu'elle a générée pour le Canada, mais parce que c'est là que les astronautes américains sont venus s'entraîner pour leur voyage sur la lune. Ce n'est pas correct. Ce n'est qu'un fait divers. La vérité à propos de Sudbury, c'est qu'elle a permis au Canada de se développer, et le Cercle de feu offre des possibilités semblables pour le siècle à venir.

•(1025)

Le président: Merci, monsieur Hyer. Désolé, mais votre temps est écoulé.

Allez-y, monsieur Calkins. Vous avez cinq minutes.

M. Blaine Calkins (Wetaskiwin, PCC): Merci, monsieur le président.

Il y a un bon moment que nous n'avons pas entendu parler des représentants ministériels de RNCAN, du Bureau de gestion des grands projets ou autres qui sont venus témoigner ici. Je vais donc le demander aux représentants de sociétés minières qui sont ici: avez-vous travaillé avec le Bureau de gestion des grands projets de quelque façon que ce soit pour vous rapprocher de vos objectifs?

Si oui, pouvez-vous nous décrire les négociations et les discussions que vous avez tenues ou nous dire quel genre d'aide le Bureau de gestion des grands projets vous a offerte et en quoi cette aide vous a été utile?

M. Wes Hanson: Nous n'avons pas collaboré avec le Bureau de gestion. Noront n'a pas encore fait cela. Nous recommençons à établir ce genre de contacts. Vous devez garder à l'esprit que nous en sommes encore aux premières étapes. J'imagine que les gens des grands projets n'entreront en jeu que lorsque nous aurons terminé notre étude de faisabilité et que nous aurons commencé à organiser le financement de notre projet.

M. Blaine Calkins: Ce n'est donc pas encore le moment.

M. Wes Hanson: C'est une question d'ordre des choses, dans notre cas.

M. Blaine Calkins: D'accord.

Monsieur McKinnon, avez-vous quelque chose à dire à ce sujet?

M. Kirk McKinnon: Nous ne sommes pas du tout rendus là.

M. Blaine Calkins: D'accord, je comprends.

Les représentants de RNCAN nous ont également parlé de leur projet de géocartographie. Est-ce que certains d'entre vous ont utilisé des données provenant de ce projet? Pouvez-vous nous parler de leur utilité ou des points à améliorer?

M. Kirk McKinnon: J'aimerais me prononcer à ce sujet. Le SIG vient de réaliser une excellente étude — une étude gravimétrique — en collaboration avec le gouvernement ontarien. Elle nous a beaucoup aidés à faire avancer nos travaux de prospection, alors chapeau aux gouvernements fédéral et provincial pour leur travail.

La seule ombre au tableau, c'est qu'ils ont mené l'étude sans consulter les sociétés minières. Notre propriété et celle d'Ian faisaient partie du secteur qu'ils proposaient de survoler. Ils sont allés voir la collectivité de Webequie, qui leur a dit: « Ne la survolez pas ». Nous nous entendons très bien avec les gens de Webequie, mais nous regrettons de ne pas avoir eu l'occasion d'intervenir.

Je suis très heureux des résultats obtenus puisque l'étude a couvert une partie suffisamment importante de notre propriété pour donner naissance à de nouveaux projets, mais elle aurait pu être encore plus vaste si les sociétés minières avaient été consultées. Je ne veux rien enlever aux Premières nations, mais elles ont l'occasion de rencontrer le premier ministre ou d'autres ministres sur une base régulière, alors que moi, la prochaine fois qu'on m'invitera à rencontrer un ministre, ce sera aussi la première fois.

Il y a un lien de réciprocité dans tout ça. Nous voulons favoriser le développement et nous voulons établir des partenariats, mais nous avons besoin d'appui, et c'est un appui important que le gouvernement nous a apporté. Les gouvernements fédéral et provincial peuvent être fiers. Leur étude va certainement mener à d'importantes découvertes dans le Cercle de feu.

M. Blaine Calkins: Monsieur Brodie-Brown, avez-vous quelque chose à dire à ce sujet?

M. Ian Brodie-Brown: Pour ajouter à ce que disait Kirk à propos de la consultation, les Premières nations, en tant que partenaires, devraient nous consulter au sujet des activités de forage. C'est une occasion de faire des affaires pour eux, mais ils ne s'y connaissent peut-être pas beaucoup. La majorité des individus qui font beaucoup d'argent dans cette industrie sont évidemment d'origine non autochtone, qu'ils viennent du Canada ou d'ailleurs, et les Premières nations n'ont pas le même savoir-faire. L'occasion de discuter avec nous de l'importance de mener ces activités dans leur secteur aurait donc été profitable, voilà tout.

Cela dit, je suis d'accord avec Kirk: c'était une belle initiative et il devrait y en avoir d'autres. Toute la région devrait être survolée.

M. Blaine Calkins: Entendu.

Je veux revenir sur une remarque que je crois vous avoir entendu faire, monsieur Hanson, dans votre exposé ou en réponse à une question. Je crois que vous répondiez à une question de M. Allen. Vous disiez que vos activités commerciales devraient commencer vers 2016 et que le processus de réglementation en cours devrait aboutir aux alentours du troisième trimestre de 2013.

Qu'est-ce qui va se passer entre le troisième trimestre de 2013 et 2016? Qu'y aura-t-il dans ce délai?

M. Wes Hanson: De la construction, je l'espère. Une fois les permis obtenus, nous pourrions commencer à travailler sur les routes, les pistes d'atterrissage et les installations souterraines que nous souhaitons construire.

Je vous rappelle que les installations de Noront seront entièrement souterraines. Nous espérons que notre mine devienne un modèle à suivre pour le siècle à venir. Ce sera l'une des mines les plus écologiques au monde; son empreinte écologique sera faible et son impact sur l'environnement modéré. Tout sera enterré sous terre. Il sera possible de marcher au-dessus de la mine et de ne rien voir d'autre que le camp et la piste d'atterrissage.

• (1030)

M. Blaine Calkins: Des témoins nous ont indiqué que le processus d'obtention des permis serait en fait beaucoup plus long que vous ne l'avez dit aujourd'hui. J'imagine que la nature souterraine de votre mine vous épargne beaucoup d'embaras, mais avec quels ministères avez-vous fait affaire pour l'obtention des permis?

M. Wes Hanson: Pour ce qui est des permis, nous nous fions simplement aux délais que nous ont donnés les divers organismes gouvernementaux. Nous ne sommes pas tant avantagés par l'aspect souterrain — quoi que cela joue tout de même en notre faveur, puisque nous ne creusons pas un énorme trou dans un sol spongieux — que par le fait que le trajet que nous proposons pour la construction de notre route ne croise presque aucune grande rivière. La route existe déjà à Pickle Lake et ailleurs. C'est donc comme si nous partions d'installations déjà établies. Nous travaillons dans des secteurs déjà perturbés. Notre route permanente suivra exactement le tracé de la route d'hiver actuelle. Nous considérons donc que cela va faciliter l'obtention des permis et accélérer les choses pour nous, mais nous nous fions surtout aux délais que nous ont donnés la plupart des organismes gouvernementaux et tenons pour acquis qu'il n'y aura pas d'imprévus ou de délais additionnels.

M. Blaine Calkins: Merci.

Le président: Merci, monsieur Calkins.

Monsieur Gravelle, vous avez cinq minutes. Vous pouvez commencer.

M. Claude Gravelle: Merci, monsieur le président.

J'ai encore quelques questions, mais je n'ai que cinq minutes, alors je vais essayer de faire vite.

Monsieur McKinnon, je vous ai entendu nous réclamer à plusieurs reprises aujourd'hui qu'on vous précise les règles. Si le gouvernement vous annonçait la tenue d'un examen conjoint exhaustif, seriez-vous d'accord?

M. Kirk McKinnon: Absolument.

M. Claude Gravelle: Y prendriez-vous part?

M. Kirk McKinnon: Absolument.

M. Claude Gravelle: Merci, monsieur. Merci beaucoup.

Je voudrais maintenant poser une question à la Ville de Sudbury, puis au chef Moonias.

Depuis 2003, le Partenariat pour les compétences et l'emploi des Autochtones a permis de donner un emploi à 18 000 travailleurs autochtones au Canada. Pouvez-vous me dire quelle importance revêt ce partenariat, d'abord pour la région du Grand Sudbury, puis pour les Premières nations?

L'hon. David Kilgour: Merci beaucoup de me poser aussi cette question.

Ça dépasse un peu mes compétences, mais j'ai assisté à deux exposés au cours du dernier mois, un donné par le Cambrian College, l'autre par l'Université Laurentienne. Je crois qu'à l'heure actuelle 30 p. 100 des diplômés du Cambrian College qui accèdent à

un métier sont autochtones. C'est absolument fantastique et ils en sont très fiers. Pour ce qui est de l'Université Laurentienne, elle a maintenant un programme d'études complet pour les Autochtones. Il s'agit là aussi d'un grand pas en avant. Pas seulement pour ces deux établissements, mais pour tout le Canada et tous les Autochtones.

M. Claude Gravelle: Si je vous comprends bien, les Autochtones qui souhaitent travailler dans le Cercle de feu peuvent apprendre un métier, devenir ingénieur ou acquérir toutes sortes de compétences utiles dans une université de Sudbury?

L'hon. David Kilgour: Je crois que cela doit absolument se produire. Monsieur Gravelle, il est aussi important de savoir que ça peut se faire ailleurs qu'à Sudbury. Ces deux programmes, surtout celui du Cambrian College, peuvent être suivis à distance. C'est la même chose avec le NORCAT; leur formation minière peut-être suivie sur internet ou dans leurs locaux.

M. Claude Gravelle: Merci.

Chef Moonias, quelle importance revêt le Partenariat pour les compétences et l'emploi des Autochtones pour votre peuple?

Le chef Elijah Moonias: De quel partenariat s'agit-il?

M. Claude Gravelle: Le Partenariat pour les compétences et l'emploi des Autochtones est un programme de formation destiné aux Autochtones. Environ 18 000 d'entre eux en ont bénéficié depuis 2003, mais le programme fait maintenant l'objet de compressions budgétaires. Est-ce que ce serait très important pour votre peuple que le programme se poursuive et continue de former des gens dans le Cercle de feu?

Le chef Elijah Moonias: Tous les types de formation disponibles dans notre région nous intéressent. Je sais qu'il est difficile d'obtenir un centre de formation vu la petite taille de notre collectivité, mais je ne connais pas ces formations dont vous parlez. J'ignore si certains des collèges offrent des programmes de formation dans d'autres régions.

Comme je vous l'ai dit, l'échec du système d'éducation dans la réserve a nui à l'accès déjà restreint de notre peuple à ces centres de formation. Les gens ne sont pas admis s'ils n'ont pas une 12^e année, par exemple. Il leur faut cette 12^e année. C'est cela qu'il faut améliorer avant de pouvoir accéder au genre de formation dont vous parlez.

Il y a beaucoup de travail à faire. Il faut d'abord régler le problème de l'échec du système d'éducation sur la réserve, car les finissants du primaire ont une 6^e année, mais ils tentent ensuite d'accéder à la 9^e année du système provincial sans avoir fait la 7^e et la 8^e. C'est très difficile de réussir.

• (1035)

Le président: Merci, monsieur Gravelle.

Je donne maintenant la parole à M. Anderson pour cinq minutes.

M. David Anderson: Il y a quelques sujets que je veux aborder.

Nous n'avons pas encore parlé des besoins en matière d'infrastructures. Nous avons abordé le sujet brièvement l'autre jour, lorsque M. Rafferty a parlé d'alimentation au diésel et de ce genre de choses.

Avez-vous des observations à propos des besoins en matière d'infrastructures, comme les routes et les infrastructures de transport ou énergétiques? Quelqu'un avait aussi parlé d'un oléoduc.

Est-ce que quelqu'un a quelque chose à dire à ce sujet? Préférez-vous qu'on s'en tienne à ce qui a été dit l'autre jour?

M. Kirk McKinnon: Est-ce que je peux poser une question? Avez-vous rencontré les gens de Cliffs et...?

M. David Anderson: Oui, ils étaient ici mardi. Ils ont mentionné l'importance d'avoir une route dans la région. Nous n'avons pas beaucoup parlé de besoins en matière d'énergie. M. Rafferty l'avait fait un peu plus tôt.

Je me demande si vous avez quelque chose à dire par rapport à ces questions.

M. Kirk McKinnon: Ce sont eux qui mènent. En gros, s'ils veulent que ça avance, c'est à eux de donner le pas. Je crains toutefois que, sans l'aide des gouvernements, leurs travaux ne progressent pas très vite en ce moment. Je suis sûr que vous le savez.

M. David Anderson: Ils demandaient la coopération de divers ordres de gouvernement et de l'industrie.

M. Kirk McKinnon: Ça ne m'étonne pas du tout.

M. Wes Hanson: La mise en place d'infrastructures est essentielle. Elle doit absolument avoir lieu.

Ressources naturelles Canada estime que les coûts de prospection d'un site éloigné sont 10 fois supérieurs à ceux d'un site qui se trouve près d'une route. Si nous voulons vraiment évaluer le potentiel du Nord de l'Ontario, il faut que ça progresse là-haut.

Il y a environ 35 ans que le Québec a compris cela. Regardez les réseaux routiers qui se trouvent dans le Nord du Québec, de la Saskatchewan, du Manitoba et de la Colombie-Britannique, vous verrez que des milliers de kilomètres de route ont été aménagés dans ces régions nordiques pour que les provinces et le pays tout entier puissent prospecter et exploiter les ressources minérales qui s'y trouvent.

Cela doit être fait.

M. David Anderson: Vous en avez peut-être parlé un peu plus tôt, mais comment envisagez-vous alimenter vos installations en énergie?

M. Wes Hanson: En gros, notre plan initial consiste à construire une centrale diesel à proximité de la collectivité de Webequie d'où nous ferons courir une ligne électrique. C'est une entreprise qui revient aux Premières nations et nous espérons que la collectivité de Webequie et certaines autres collectivités du Cercle de feu pourront la mener à bien conjointement et qu'elles en profiteront.

Concernant ce qui doit se passer dans le Cercle de feu, j'ai entendu parler de participation et j'aimerais faire une brève parenthèse à ce sujet. Je sais que c'est hors sujet, mais pour que les collectivités puissent obtenir leur part de ces sociétés minières, elles doivent commencer à fonder des entreprises. Il peut s'agir d'hôtels, de centrales ou d'une usine de filtration et de séchage. Elles doivent profiter des occasions qui s'offrent à elles en ce moment, générer des profits et les investir dans les sociétés minières.

Nous travaillons pour une entreprise inscrite en bourse; elles sont plus que bienvenues à en devenir actionnaires.

M. David Anderson: D'accord.

Monsieur Brodie-Brown...

M. Ian Brodie-Brown: À propos des infrastructures, j'aimerais ajouter que ces routes, ces oléoducs et autres choses ne seront construits qu'une seule fois. Leur chemin ne sera pas dû au hasard. Ils passeront par des endroits choisis en fonction de ressources et ils viendront du Sud. Ils traverseront, je l'espère, le plus de collectivités autochtones possible, sinon ces gens rateront leur chance d'obtenir la route qu'ils réclament depuis des lunes. Voilà.

● (1040)

M. David Anderson: D'accord. Votre intervention renvoie justement à quelque chose que vous avez dit plus tôt et j'aimerais y revenir. Vous avez parlé de l'Australie, dont une partie de la population urbaine migre vers les campagnes. Je viens d'une région très rurale. L'industrie énergétique y progresse très rapidement en ce moment. Cette activité retient la population jeune dans la région et apporte beaucoup à nos collectivités.

Nous allons produire un rapport sur ce comité. Avez-vous des suggestions ou des remarques à faire sur les moyens d'encourager un tel retour vers les campagnes ou les endroits isolés? C'est parfois difficile d'attirer des professionnels dans des régions dépourvues de commodités ou de ce genre de choses. Avez-vous, vous ou n'importe qui d'autre, quelque chose à dire à ce sujet?

M. Ian Brodie-Brown: Il faut un slogan publicitaire comme « Soyez-en fier ». Faisons un peu de publicité dans notre industrie.

Chaque fois qu'il y a une série juridique très populaire à la télé — ce serait peut-être cette nouvelle série, *Arctic Air*, ou quelque chose comme ça — la publicité aide à rendre ce genre de sujets excitants. Les gens s'inscrivent en masse dans les facultés de médecine quand c'est le thème à la mode. Nous avons des études à ce sujet.

Avec un peu d'originalité, ce serait bien de faire de la publicité pour ces causes. Comme je l'ai dit, un slogan ou une campagne qui miserait sur la fierté attirerait des gens.

M. Wes Hanson: Je crois que l'innovation est la clé. Nous avons l'occasion de construire des mines qui sont probablement les plus novatrices au monde sur le plan technologique. Ça va attirer les jeunes gens et ils vont venir s'installer dans le Nord-Ouest de l'Ontario.

M. David Anderson: Je n'ai plus beaucoup de temps. Ma question porte aussi sur la technologie.

Vos entreprises auront-elles le droit de polluer les rivières et de jeter des produits chimiques où elles le veulent?

M. Wes Hanson: Bien sûr que non.

M. David Anderson: D'accord.

M. Kirk McKinnon: Sérieusement, votre question visait le gouvernement de l'Ontario. Le gouvernement de l'Ontario dispose en ce moment d'un programme de contrôle des paramètres environnementaux sur les sites. C'est un très bon programme, ils nous ont demandé de nous y conformer et c'est ce que nous faisons. Je crois qu'il est très bien conçu. Si l'on se fie à ce que l'on voit et à ce que les gens en disent, tout le monde est satisfait.

M. David Anderson: Les contrôles sont-ils très stricts?

Je crois que M. Kilgour a aussi quelque chose à dire à ce sujet.

M. Kirk McKinnon: Ils viennent les faire sur une base régulière.

L'hon. David Kilgour: J'aimerais ajouter quelque chose. Je sais que tout le monde est très préoccupé par l'environnement et je veux vous parler d'un programme en cours à Sudbury.

Vale vient d'annoncer qu'elle va investir environ 2 milliards de dollars dans ses installations de Sudbury au cours des deux prochaines années pour y mettre en place un programme de REA, c'est-à-dire de réduction des émissions atmosphériques.

J'ai déjà mentionné que 90 p. 100 de l'acide sulfurique qui se trouvait dans l'air n'y est plus; ce programme de REA va retirer 70 p. 100 de ce qui en reste. Les technologies dont il est question aujourd'hui ne sont plus les mêmes que celles qui suscitaient des plaintes dans les années 1960 et 1970 et je crois qu'il faut en être très conscients. Le monde a changé, et tout ce qui est construit aujourd'hui répond à des normes plus élevées que jamais.

Le président: Merci.

Vous pouvez ajouter un très bref commentaire, monsieur McKinnon.

M. Kirk McKinnon: Monsieur le président, sommes-nous autorisés à poser des questions?

Le président: Allez-y. J'ignore qui va y répondre, mais, oui, vous pouvez certainement poser des questions.

M. Kirk McKinnon: Je n'en ai qu'une. Je vais la poser à MM. Allen et McGuinty.

Je vous propose aujourd'hui de considérer le Cercle de feu comme un cas particulier et d'envisager qu'il fasse l'objet d'un financement accreditif accru pour les trois à cinq prochaines années, environ. Je crois que cela susciterait beaucoup d'intérêt et je pense bien avoir déjà mentionné les avantages que cela comporte.

Pouvez-vous appuyer de telles actions?

M. Mike Allen: Avez-vous parlé de financement accreditif?

M. Kirk McKinnon: Non, j'ai parlé de financement accreditif accru. Il pourrait être doublé spécialement, par exemple, pour le Cercle de feu, pendant une période donnée.

Le président: Monsieur McKinnon, je crois que vous avez passé votre message et je vous remercie pour votre remarque.

M. Kirk McKinnon: Je me demande simplement s'il est possible d'appuyer cette idée.

Le président: Le comité va étudier toutes les idées qui lui ont été présentées. Vous nous avez présenté celle-ci, nous verrons donc ce qui va en résulter.

M. Claude Gravelle: Puis-je répondre à cela, monsieur le président, très rapidement?

Le président: Nous devons nous arrêter, en fait. Notre temps est écoulé.

Merci pour votre question. C'est intéressant.

Monsieur Anderson, vous voulez faire une remarque.

M. David Anderson: Vivian Krause a dit qu'elle nous donnerait des informations additionnelles quand elle est venue ici. Je me demandais si vous pouvez les lui demander, surtout le document qui illustre les liens dans le financement. Je crois qu'elle en a fait mention dans son témoignage. Si ce n'est pas le cas, c'est un document qu'elle détient et je crois qu'elle consentait à le remettre au comité.

Le président: En effet, elle a dit cela. Voyons à ce que le comité obtienne ce document.

Merci beaucoup à tous les témoins pour leurs exposés et leurs réponses ainsi qu'à tous les membres du comité pour leurs questions et leurs remarques très utiles et stimulantes.

La séance est levée.

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste-lettre

Lettermail

**1782711
Ottawa**

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Additional copies may be obtained from: Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>